

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

A photograph showing President François Hollande on the right, wearing a dark suit and glasses, walking towards the camera. To his left is the Chief of the General Staff of the French Armed Forces, also in a dark suit and glasses. They are walking on a ship's deck, with other military personnel in uniform visible in the background. The sea is visible in the distance.

VŒUX **du président** **de la République**

TRANSFORMATION
Interview du chef
d'État-Major des armées

Votre vocation est de défendre la paix, la nôtre est de vous assurer.



Exercer son talent au service des autres est une mission que nous partageons. C'est pourquoi, **GMF, 1^{er} assureur des agents des services publics**, en fait toujours plus pour vous assurer dans votre vie personnelle (assurance auto, habitation, complémentaire santé, épargne) et vous accompagner dans votre vie professionnelle. À votre tour, rejoignez nos 3 millions de sociétaires pour profiter **des offres privilégiées** que nous vous réservons.

10 % DE RÉDUCTION⁽¹⁾
SUR VOTRE ASSURANCE AUTO

ET POUR LES ADHÉRENTS DU GMPA

20 % DE RÉDUCTION⁽²⁾
SUR VOTRE ASSURANCE AUTO

Recommandé par le



Renseignez-vous au **0 970 809 809** (numéro non surtaxé) ou sur **www.gmf.fr**

⁽¹⁾ Offre réservée aux personnels des métiers de l'armée, la 1^{re} année à la souscription d'un contrat d'assurance auto, valable jusqu'au 31/12/2015.

⁽²⁾ Offre réservée aux personnels des métiers de l'armée, adhérents du GMPA, la 1^{re} année à la souscription d'un 1^{er} contrat d'assurance auto à la GMF, valable jusqu'au 31/12/2015.

LA GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES et employés de l'État et des services publics et assimilés - Société d'assurance mutuelle. Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Paris 775 691 140 - Siège social : 76, rue de Prony - 75857 Paris Cedex 17 et sa filiale GMF Assurances. Adresse postale : 45930 Orléans Cedex 9.

4 Vœux du ministre de la Défense et du secrétaire d'État

6 Vœux aux armées du président de la République

OPERATIONS

10 Sentinelle : une opération intérieure sans précédent

12 Irak : premier bilan

14 Sangaris : les forces européennes au cœur de Bangui

18 Pamir : souvenirs d'Afghanistan

22 SSA : faire face à Ebola

FOCUS REFORME

28 Balard

31 Simplification

FOCUS DEFENSE

32 Le SHD dans la boucle opérationnelle

36 Un nouveau centre pour répondre aux défis du NRBC

38 Esorsem : une formation unique pour les réservistes d'état-major

40 Armés pour lutter contre la fatigue

DOSSIER

44 Transformation : priorité à l'opérationnel
Interview du Cema (p. 46-51)

DETOURS

58 Culture. *Of men and war.* Les blessures invisibles crèvent l'écran

62 Histoire

66 Kiosque

HOMMAGE AUX NEUF MORTS DE L'ARMÉE DE L'AIR



Il ne nous était pas possible d'envoyer ce numéro à l'impression sans rendre hommage aux victimes de l'accident survenu sur la base d'Albacete, en Espagne, lundi 26 janvier. Le soir même, **le président de la République** exprimait sa « très grande émotion » et son « profond respect pour l'engagement de ces personnels, officiers et sous-officiers, qui se préparaient aux missions

opérationnelles de l'armée de l'Air ».

Mardi 27, **le ministre de la Défense**, Jean-Yves Le Drian, se rendait sur les lieux du drame avec le chef d'état-major de l'armée de l'Air, le général Mercier, pour se recueillir devant les dépouilles des pilotes et mécaniciens et pour reconforter les survivants.

Dans un message, mardi, **le chef d'état-major de l'armée de l'Air** déclarait aux officiers, sous-officiers, militaires du rang et personnel civil de l'armée de l'Air :

« L'armée de l'Air est en deuil. [...] Neuf aviateurs français qui participaient à l'exercice TLP sur le terrain d'Albacete, en Espagne, ont péri au cours d'un terrible accident. Cinq autres aviateurs ont également été grièvement blessés.

Je veux honorer la mémoire de nos neuf militaires morts en service. Je salue leur engagement pour la France. Toute l'armée de l'Air leur rendra hommage dans les prochains jours. Au nom de tous les aviateurs, je présente à leurs familles les condoléances les plus humbles mais aussi les plus sincères. Je les assure du soutien total de l'armée de l'Air dans cette épreuve tragique.

D'autres camarades sont actuellement hospitalisés. Ils peuvent compter sur notre présence à leurs côtés, ainsi qu'auprès de leurs proches.

J'exprime également toute notre solidarité à nos camarades grecs et italiens également touchés par ce drame. [...] Notre cohésion est notre force. Elle s'exprime aujourd'hui en silence et en actes. Unis, nous saurons faire face, et je compte sur vous pour continuer de remplir vos missions avec le même niveau d'excellence sur les théâtres d'opérations intérieures et extérieures, pour le succès des armes de la France. » ■



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. **Directeur de la publication** : Pierre Bayle. **Chef du département rédactions** : lieutenant-colonel (terre) Olivier Destefanis. **Rédactrice en chef** : Xave Gaspard Di Borgo. **Rédactrice en chef adjointe** : capitaine (terre) Flora Cantin (01 44 42 33 18). **Secrétaire générale de rédaction** : Sybille Prenel. **Secrétaires de rédaction** : Yves Le Guludec, Patrice Mayon (Key Graphic). **Graphiste** : Brigitte Dubois (Key Graphic). **Chef des reportages** : adjudant (air) Lionel Gioda (53 52). **Service icono** : Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin (45 09). **Chef de fabrication** : Thierry Lepsch : 01 53 42 87 79. **Photogravure** : Key Graphic. **Impression** : Groupe Maury Imprimeur. **Routage** : EDIACA. **Dépôt légal** : février 2003. Dicod – Case 33 – 1, place Joffre – 75700 Paris SP 07. **N° ISSN** : 0338 - 3520. **Abonnement payant (ECPAD)** : 01 49 60 52 44, routage-abonnement@ecpad.fr. **Diffusion - abonnement gratuit** : 01 44 42 40 07, ebtissam.bellamou@intradef.gouv.fr. **Contact publicité (ECPAD)** : 01 49 60 58 56/regie-publicitaire@ecpad.fr. **Couverture** : ©Marine Nationale.



Jean-Yves Le Drian Ministre de la Défense

La France sait qu'elle dispose d'une Défense forte, d'une grande armée. À de nombreuses reprises, ces derniers mois encore, elle lui a exprimé sa fierté et marqué sa confiance. Aujourd'hui, dans un contexte qui voit la multiplication de crises stratégiques majeures, et alors que le lien n'a jamais été aussi fort entre sécurité intérieure et sécurité extérieure, elle compte plus que jamais sur nous pour la défendre.

Cette fierté et cette confiance ont été confortées par l'année qui vient de s'écouler. En 2015, année qui sera décisive pour la sécurité de la France, cette reconnaissance et ce soutien trouveront d'autres occasions de se manifester avec force.

Sur le front des opérations d'abord. Au Sahel, l'opération Barkhane porte à l'échelle d'un territoire aussi vaste que l'Europe, de Moscou à Gibraltar, l'action déterminée que nous avons engagée contre les groupes armés terroristes. Au Levant, c'est le pôle aujourd'hui le plus menaçant du terrorisme djihadiste que nous combattons, dans le cadre d'une coalition internationale dont nous sommes les deuxièmes contributeurs,

avec déjà des succès importants. En Centrafrique, l'engagement courageux de la France a porté ses fruits, puisqu'une sécurité minimale a été rétablie, permettant de franchir un palier dans la transition politique du pays et d'envisager une réduction de nos forces.

Car d'autres crises nous mobilisent dans le même temps : la lutte contre Ebola en Guinée, le combat contre l'insécurité maritime autour de la corne de l'Afrique et dans le golfe de Guinée... Plus largement, la succession depuis l'année dernière de crises stratégiques majeures conforte les missions permanentes de nos armées que sont la dissuasion nucléaire et la protection du territoire.

En ce début d'année, suite aux lâches attentats des 7 et 9 janvier, le sol national a vu le déploiement de l'opération Sentinelle. Cette mobilisation exceptionnelle, de plus de 10 000 soldats, qui reste conforme au contrat de « protection » défini par le Livre blanc de 2013, ne contribue pas seulement à la protection des Français. Elle participe aussi, de la manière la plus forte, à la sauvegarde de la Nation.

Notre pays est très conscient des enjeux qui s'attachent à sa politique de défense. C'est pour cette raison qu'il a fourni en 2014

– comme il le fera cette année – l'effort financier qu'il s'était engagé à produire au profit de ses armées. C'est pour la même raison que le président de la République a souhaité réduire de 7 500 le nombre de déflations qui nous est demandé entre 2015 et 2019. L'actualisation de la loi de programmation militaire, avant l'été, déclinera cette décision, qui est porteuse d'une reconnaissance forte.

Dans ce contexte, 2015 marquera un tournant dans la modernisation du ministère. Le déménagement à Balard ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire de notre Défense, celui d'une plus grande efficacité de notre action, d'une amélioration de notre cadre de travail, celui aussi d'une simplification de notre organisation et d'un meilleur emploi de l'argent public. Je souhaite que nous soyons au rendez-vous de ce défi.

D'autres chantiers nous attendent encore. Je pense à la prise en compte, dans le cadre de la loi, des enjeux qui s'attachent à la concertation ainsi qu'à la citoyenneté des militaires. Je pense aussi, bien sûr, à la poursuite de la mobilisation sur Louvois, avec le choix cette année du prototype appelé à remplacer enfin le logiciel défaillant.

Si pour relever tous ces défis, mener tous ces combats, ma détermination est intacte après bientôt trois ans dans mes fonctions, c'est qu'elle se nourrit aussi de l'admiration que je ressens pour toutes celles et tous ceux que je rencontre sur les théâtres, dans les unités et les services, à chaque fois que je vois notre Défense en action. À l'unisson des Français, je suis fier de ce que font nos armées.

À l'évidence, notre pays évolue dans un environnement troublé, marqué par la simultanéité de crises stratégiques majeures. Cette simultanéité pose un défi unique. Mais je fais toute confiance à nos armées pour le relever, avec l'excellence et la bravoure que tous nos alliés nous reconnaissent.

En formant le vœu que cette année illustre donc à nouveau la valeur de notre Défense, je souhaite, à vous ainsi qu'à tous vos proches, une excellente année 2015.

Vœux 2015



Jean-Marc Todeschini **Secrétaire d'État aux Anciens Combattants et à la Mémoire**

L'année 2014 fut celle des grands rendez-vous du monde avec son histoire. Elle fut aussi l'année de la conduite d'une politique ambitieuse à l'égard du monde combattant et des victimes de guerre. Je pense au financement des prothèses de dernière génération pour les militaires blessés en opérations extérieures, à la mise en place de la carte dite « à cheval » pour les anciens combattants d'Algérie ou encore à la revalorisation de l'aide différentielle aux conjoints survivants les plus démunis. Elle fut enfin une grande année opérationnelle où la France a su, par l'action déterminée de son président de la République et de son ministre de la Défense, se montrer à la hauteur des menaces que notre monde affronte en Afrique et au Proche-Orient.

Aussi, ma nomination au poste de secrétaire d'État à la Défense, chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, le 22 novembre 2014 est un grand honneur. Honneur de poursuivre l'œuvre de reconnaissance et de réparation à l'égard de

ceux qui ont fait le choix de l'engagement. Un choix qui se paie parfois au prix fort : celui de la vie. Je veux avoir une pensée pour les six soldats morts pour la France en 2014, tombés loin des leurs.

Honneur aussi de côtoyer et d'échanger avec des femmes et des hommes aux parcours et aux destins exceptionnels. Avec nos héros et victimes d'hier, témoins vivants d'une histoire constitutive de notre identité, représentants d'une génération en train de disparaître, mais dont nous devons devenir les gardiens de la mémoire. Mais aussi avec les combattants d'aujourd'hui auprès de qui j'ai passé les fêtes de Noël en République centrafricaine. Je sais que je resterai longtemps marqué par ces moments.

Cette prise de fonction est aussi un défi à relever. D'abord parce que les menaces et les conditions d'engagement de nos soldats d'aujourd'hui ont changé. Nous leur devons une reconnaissance à la hauteur des sacrifices consentis. Elle trouvera une traduction concrète dans la généralisation, au 1^{er} octobre prochain, du critère

des 120 jours pour l'obtention de la carte du combattant. Un défi aussi à l'égard de la Nation, appelée tout au long de l'année 2015 à se saisir de son passé et à en tirer les enseignements pour l'avenir.

L'année mémorielle sera davantage orientée autour du 70^e anniversaire de la fin de la libération du territoire et de la victoire sur le nazisme, animée de la double volonté de rendre hommage à la génération de la guerre – combattants, résistants, victimes civiles et déportés – et de favoriser la transmission de la mémoire aux plus jeunes, tout en rappelant l'exigence de vigilance et de tolérance. Le centenaire de la Grande Guerre, à travers le souvenir des âpres combats de 1915 en France mais aussi sur le front d'Orient, s'invitera aussi dans le calendrier commémoratif.

2015 est une grande année mémorielle qui réunira toutes les générations combattantes. Aussi, je souhaite à l'ensemble du monde combattant et à leurs familles tous mes vœux pour 2015. Que cette année soit à la hauteur de votre engagement !



Vœux aux armées 2015

« Tous unis pour défendre les valeurs de la République »

Le 14 janvier, le président de la République et chef des armées, François Hollande, s'est rendu sur le porte-avions *Charles-de-Gaulle* afin de présenter ses vœux aux armées. Dans son allocution, le chef de l'État a salué l'engagement sans faille des forces et a rappelé qu'il respecterait la sanctuarisation du budget du ministère de la Défense, établi à 31,4 milliards d'euros pour 2015. Extraits.

►► **Opérations intérieures : une sécurité renforcée, un territoire protégé**

Vigipirate « C'est une opération intérieure d'une ampleur inégalée et considérable. Le plan Vigipirate a été porté à un niveau jamais atteint. Dix mille militaires sont déployés sur l'ensemble du territoire national pour en protéger les points les plus sensibles : les écoles, les lieux de culte, synagogues, mosquées, églises ou temples. »

►► **Opérations extérieures : des choix judicieux, une grande détermination**

« Sur l'ensemble du globe, 20 000 militaires sont en permanence déployés hors de nos frontières. Dont la moitié en opérations extérieures. »

De nouvelles menaces « Il y a tant de menaces, tant de dangers, tant de terreurs en Libye, au Nigeria, mais la France ne peut pas et ne veut pas d'abord participer à une action qui n'aurait pas la caution des Nations unies ; elle ne veut pas non plus agir seule et de manière précipitée ou aventureuse, car il s'agit de la vie des soldats. Donc nous agissons aussi sur le plan politique pour que des conditions puissent être trouvées par la communauté internationale pour régler ces conflits. Mais là où nous intervenons, là où nous agissons, nous devons montrer une très grande détermination. »

Barkhane « Commandées depuis N'Djamena, au Tchad, nos troupes de l'opération Barkhane sont maintenant pleinement opérationnelles. Au sol comme dans les airs, elles travaillent en parfaite osmose et en étroite collaboration avec les armées des pays amis. »

Sangaris « En République centrafricaine, ce fut l'opération Sangaris qui a été lancée il y a treize mois en application d'une résolution unanime du Conseil de sécurité. Cette opération Sangaris a été, si je puis dire – mais j'ai peine à le dire – un succès. Non pas parce qu'elle n'a pas réussi – il y a eu des massacres, il y a eu des morts – mais il y en aurait eu encore plus si nous n'avions pas été là. Nous avons pu atteindre nos objectifs et aujourd'hui il y a le déploiement d'une force africaine qui a maintenant laissé place à une force des Nations unies.

J'ai donc décidé d'alléger notre dispositif en République centrafricaine. Deux mille soldats aujourd'hui, 1 700 au printemps, 800 à l'automne prochain. Ce mouvement s'exécutera en parallèle de la montée en puissance de la mission des Nations unies qui atteindra, elle, 12 000 hommes. »

Chammal « La lutte sera longue en Irak, beaucoup pourraient considérer que c'est un combat bien lointain par rapport à ce que nous vivons. Non, c'est le même, parce que si nous arrivons à lutter contre le terrorisme en Irak comme nous l'avons fait d'ailleurs en Afrique, c'est aussi pour assurer notre propre sécurité.

En Irak, à travers l'action que nous menons à partir des différents territoires amis, les Émirats, la Jordanie, ou de zones maritimes proches, le porte-avions jouera son rôle en Irak. Nous pouvons nous ajouter aux forces de la coalition dont nous sommes l'un des principaux protagonistes et permettre, grâce à l'opération Chammal, d'obtenir déjà de premiers résultats. »

Ebola « Je veux féliciter tous ceux, militaires et civils, qui s'impliquent sans compter depuis le début de cette redoutable épidémie. Notamment en Guinée, où je me suis rendu et où j'ai pu constater que face à un fléau, l'armée, toujours l'armée, répond présente. Je pense notamment aux hommes et aux femmes du Service de santé. Ils mettent toute leur expertise au service de la lutte contre ce virus. Et leur action remarquable a été saluée par l'ensemble de la communauté internationale. »

►► Effectifs : une vigilance quant aux restructurations prévues

Ralentissement de la réduction des effectifs « La situation exceptionnelle que nous connaissons doit conduire à revenir sur le rythme de réduction des effectifs qui avait été programmé pour les trois prochaines années dans le cadre de la loi de programmation militaire. Ce rythme doit être revu et adapté. »

La réserve « Les réservistes sont appréciés du commandement. Ils offrent aux armées des compétences et un rayonnement dont il serait hasardeux de se priver face aux tensions du monde. Je souhaite donc que les dispositifs sur l'emploi des réserves soient améliorés pour permettre à tous ceux qui ont une compétence d'apporter à nos forces tout ce qu'ils peuvent offrir à la nation. »

Décisions du conseil de défense

Comme il l'avait annoncé lors des vœux aux armées à bord du porte-avions *Charles-de-Gaulle* le 14 janvier, le président de la République a réuni le 21 janvier un conseil de défense.

Au cours de cette réunion, il a décidé de réduire de 7 500 les déflations d'effectifs prévues pour le ministère de la Défense sur la période 2015 à 2019 par la loi de programmation militaire, dont 1 500 dès cette année.

Il a demandé en conséquence d'engager rapidement les travaux pour actualiser d'ici cet été la loi de programmation militaire.



►► Équipements : un atout pour notre défense et pour notre industrie

Le porte-avions comme exemple « Avec plus de 34 000 appontages depuis sa mise en service, le Charles-de-Gaulle est une illustration de la performance industrielle et technologique de notre pays au service de sa propre défense. Mais également de la performance de tous les personnels qui servent sur le porte-avions. »

Les sociétés de projets « Quant au nouveau dispositif de financement qui s'ajoute aux crédits militaires, je veux qu'il puisse être mis en œuvre dès cette année. Je parle des sociétés de projets. Elles permettront d'acquérir du matériel dans des conditions plus souples, plus fluides, aboutissant à une mise en service rapide et des moyens dont les forces ont besoin. »

►► Condition du personnel : des droits améliorés et consolidés

Louvois « Le processus de remplacement du logiciel défectueux est en cours et il devra rentrer en première phase opérationnelle dès l'an prochain pour être ensuite généralisé. Je ne peux pas accepter que nos militaires puissent connaître le moindre retard, la moindre erreur dans leur rémunération, c'est-à-dire dans leur solde. Il y a trop de demandes qui vous sont faites pour qu'il puisse y avoir la moindre négligence là-dessus. »

Droits des militaires « Il se trouve que la Cour européenne des droits de l'homme a demandé à la France de revoir son dispositif relatif au droit d'association des militaires, c'est-à-dire à vos droits. Et après avoir mené une série de consultations j'ai décidé de suivre les propositions qui m'étaient faites par le conseiller d'État Bernard Pêcheur, et de prendre les dispositions qui devront être traduites par la loi. Il y aura donc la préservation des droits et des devoirs des militaires et en même temps les prérogatives du commandement seront sauvegardées. Une loi viendra bientôt intégrer au Code de la défense cette avancée sur la représentation des personnels. »

Anciens combattants « Les droits des anciens combattants doivent être consolidés, ils le seront. Des critères d'attribution de la carte du combattant seront élargis avec ce qu'on appelle la carte opérations extérieures à partir du 1^{er} octobre prochain. Je suis aussi attentif au soutien des blessés, des conjoints, des grands invalides de guerre et là encore des dispositions seront prises pour améliorer leur situation. »





SENTINELLE

UNE OPÉRATION INTÉRI

Chronologie du déploiement en Île-de-France

Mercredi 7 janvier : dans la soirée, renfort de 150 militaires en provenance du 21^e RIMa (Fréjus), du 41^e RT (Douai) et du 48^e RT (Agen).
Effectif déployé : 600 militaires.

Judi 8 janvier : renfort de 250 militaires en provenance du 1^{er} RCP (Pamiers) et du 8^e RPIMa (Castres).
Effectif déployé : 850 militaires.

Samedi 10 janvier : renfort de 250 militaires en provenance du 68^e RAA (La Valbonne), du 1^{er} RIMa (Angoulême), du 126^e RI (Brive-la-Gaillarde) et du 132^e BCAT (Suippes).
Effectif déployé : 1 100 militaires



©ECPAD

À la suite de l'attentat terroriste survenu le 7 janvier en plein cœur de Paris, le Premier ministre a décidé d'élever le dispositif Vigipirate au niveau « alerte attentat » en Île-de-France. Une première. Des 450 militaires déployés ce jour-là dans la région, le dispositif est passé en six jours à 6 000 soldats. Le 12 janvier, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a déclaré qu'« *en raison de l'ampleur des menaces qui existent sur notre pays, 10 000 hommes seront en situation de protection des points sensibles sur l'ensemble du territoire* ». Dès lors, en quelques jours, les armées ont réussi à déployer sur le territoire national un volume de forces supplémentaire de près de 8 500 hommes, portant l'effectif déployé à plus de 10 000 hommes. « *C'est une véritable opération intérieure qui mobilise presque autant d'hommes que nos opérations extérieures* », a précisé le ministre de la Défense tandis que, dans son discours de vœux aux armées, le président de la République a souligné que, « *jamais dans notre histoire récente, il n'y a eu un tel déploiement avec une telle rapidité* ». En Île-de-France, les forces armées concentrent leur action sur la protection de points d'intérêt sensibles, en complément des forces de police et de gendarmerie. Il s'agit de lieux à forte fréquentation comme les gares, les grands magasins, les écoles mais aussi les sites touristiques et les lieux de culte. ■

P.H.

EURE SANS PRÉCÉDENT

Dimanche 11 janvier : renfort de 250 militaires en provenance du 40^e RA (Suippes), du 16^e BC (Bitche) du RMT (Meyenheim) et du 13^e RG (Valdahon).
Effectif déployé : 1 350 militaires

Lundi 12 et mardi 13 janvier : derniers renforts en provenance du 93^e RAM (Varces), du 7^e BCA (Bourg-Saint-Maurice), du 27^e BCA (Annecy) et du 92^e RI (Clermont-Ferrand).
Effectif déployé : plus de 6 000 militaires.

Parallèlement, depuis le début de la crise, plus de 4 000 militaires ont été déployés **en province**, portant à plus de 10 000 l'effectif sur le territoire national.

Irak

PREMIER BILAN

Au 22 janvier, quatre mois après le lancement de l'opération Chammal en Irak, 310 missions aériennes ont été conduites par l'ensemble des aéronefs français. Parmi celles-ci, 36 missions de frappes ont permis la destruction d'environ 70 objectifs au sol – combattants de Daech, bâtiments, véhicules, complexes logistiques, postes de combat... Des objectifs atteints grâce à l'ensemble des missions de renseignement dans la profondeur conduites depuis mi-septembre avec les alliés de la coalition. Aujourd'hui, le dispositif français est structuré autour de 9 avions Rafale, 6 avions Mirage 2000 D, un ravitailleur C-135 FR, un avion de patrouille maritime Atlantique 2 et la frégate antiaérienne *Jean Bart*, intégrée dans le groupe aéronaval américain constitué autour du porte-avions *USS Carl Vinson*.

■
Flora Cantin



OPERATIONS SANGARIS



Réunis au sein du bataillon multinational de l'Eufor RCA, des militaires du génie italien et des hommes du 126^e régiment d'infanterie patrouillent dans le quartier des Castors de Bangui, situé dans la zone de responsabilité de la force européenne (3^e et 5^e arrondissements de la capitale).

Les forces européennes au cœur de Bangui

Depuis le mois d'avril, l'Eufor RCA, force européenne commandée par la France et composée de 700 militaires issus de quatorze pays, est active dans la capitale centrafricaine. Elle a pour tâche de faciliter le déploiement de la force onusienne (la Minusca), d'aider au retour des déplacés et de protéger la population. Son mandat a été prolongé jusqu'en mars.

PAR C.M. - PHOTOS : EMA/DICOD



Pour maintenir la paix et protéger les Centrafricains, les soldats de l'Eufor, ici des hommes du 126^e régiment d'infanterie, sont constamment présents au sein de la population de la capitale.

« **L**a clé du succès de la mission européenne réside en la présence constante, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, des patrouilles de l'Eufor dans la zone d'opérations », souligne le général Thierry Lion, commandant de la force de l'Union européenne en RCA qui a passé le relais au général Jean-Marc Bacquet, le 16 décembre 2014, pour un nouveau mandat. Armée de sept cents militaires issus de quatorze États¹, la mission européenne Eufor RCA (*European Union Force RCA*) lancée le 1^{er} avril 2014, qui participe quotidiennement au rétablissement de la sécurité dans la capitale centrafricaine, est reconnue pour son efficacité. La France, nation cadre, participe à hauteur de 260 hommes (militaires et gendarmes). À

leurs côtés, soldats polonais, géorgiens, espagnols, lettons, ou encore italiens assurent la sécurité des Centrafricains. Une coopération unique qui, grâce à une grande capacité d'adaptation et malgré la barrière de la langue, donne des résultats concrets.

Depuis son déploiement à Bangui, le bataillon multinational a progressivement pris la responsabilité de la sécurité de l'aéroport M'Poko, puis des arrondissements 3 et 5. La mission européenne poursuit un triple objectif : faciliter le déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca), participer à la protection des populations menacées par les groupes armés et consolider les conditions permettant aux déplacés de rentrer chez eux. L'Eufor RCA doit également permettre aux acteurs humanitaires d'opérer en toute sécurité. L'engagement de la force a été volontairement circonscrit à une zone limitée, afin de favoriser la réactivité et l'efficacité dans les zones sensibles en cas de nécessité. La présence européenne a aussi permis à la force Sangaris et aux casques bleus de la Minusca de concentrer leurs efforts dans d'autres parties de la capitale et à l'intérieur du pays.

La relève de la Minusca

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine joue un rôle majeur dans la protection des civils et la mise en œuvre de la transition en Centrafrique. Elle a été créée le 10 avril 2014, suite à la résolution 2149 du Conseil de sécurité de l'ONU. La Minusca a relevé la Misca, Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, le 15 septembre dernier.

Améliorer le quotidien de la population

Les Centrafricains sont, depuis le départ, au cœur des actions de l'Eufor RCA. « *Je n'envisageais pas notre action sans être présents au sein de la population. Donc, nous avons vécu pendant ces huit mois avec elle, 24 heures sur 24. C'est-à-dire que j'avais des soldats qui séjournèrent dans les 3^e et 5^e arrondissements, réalisant des patrouilles de jour comme*

de nuit, essentiellement à pied », souligne le général Lion. Sur le terrain, les forces européennes n'agissent pas seules. Au-delà de la coordination permanente avec les soldats français de l'opération Sangaris, la Minusca et les forces de sécurité intérieures, l'Eufor RCA travaille étroitement avec des organisations institutionnelles et non gouvernementales. Une seule idée prévaut : améliorer le quotidien des populations. « Cette coopération nous permet des améliorations à la fois sécuritaires, mais aussi en développement humanitaire. Il est indispensable que nous continuions sur cette voie », assure l'ancien commandant de la force. En effet, les résultats sont concrets. Le camp de réfugiés, situé près de l'aéroport de M'Poko et qui comptait 80 000 personnes en avril, recense aujourd'hui moins de 20 000 déplacés. Cependant, les soldats doivent faire face à une criminalité qui persiste et à un risque d'instrumentalisation. « La population reste pauvre. Et, avec de l'argent, on peut s'offrir une force et soulever la population. Mais, aujourd'hui, les Centrafricains ont compris la nécessité de vivre ensemble. »

À la demande de la présidente de transition centrafricaine, Catherine Samba-Panza, et avec l'accord des 28 États membres de l'Union européenne, le mandat de l'Eufor RCA a été prolongé jusqu'à mars prochain. Le bataillon multinational sera ainsi présent pour appuyer le déploiement de la Minusca, qui a déjà pris le contrôle du dispositif sécuritaire de l'aéroport de M'Poko en novembre dernier. Un nouvel objectif attend également la force européenne : une mission de formation et de conseil au profit des Forces armées centrafricaines. Cette tâche se fera toujours en lien avec les Nations unies, qui garde à charge la reconstruction du système de sécurité du pays. « Les objectifs restent inchangés. Je travaillerai dans le même esprit de coordination avec l'ensemble des acteurs locaux et internationaux, civils et militaires », a assuré le général Bacquet, le nouveau commandant de l'Eufor RCA. Les forces européennes en Centrafrique ont su faire leurs preuves, mais leur mission n'est pas terminée. ■

1- France, Géorgie, Allemagne, Grande-Bretagne, Luxembourg, Pays-Bas, Espagne, Italie, Lettonie, Lituanie, Estonie, Pologne, Hongrie, Finlande

3 questions au

général de brigade Jean-Marc Bacquet,
commandant de la force européenne
en Centrafrique

Pourquoi les forces européennes jouent-elles un rôle clé dans la résolution de la crise en République centrafricaine ?

Elles offrent un exemple de complémentarité des moyens et des énergies. L'Eufor RCA constitue le volet militaire d'une approche globale de l'Union européenne, premier bailleur de fonds en RCA. Cette approche globale combine des actions diplomatiques, militaires et de développement qui visent au redressement général du pays. Toutes ces actions simultanées sont conduites en étroite coordination avec les autorités et les forces de sécurité intérieure centrafricaines, l'opération Sangaris et les casques bleus de la Minusca, et également avec les organisations internationales et les organisations non gouvernementales. Sur le strict plan militaire, l'Eufor apporte au centre-ville de Bangui des capacités uniques qui permettent donc à Sangaris et à la Minusca de porter leurs efforts en province.

Quelle place tient la France dans l'Eufor RCA ?

La France assure le commandement de l'opération et contribue de façon significative à l'armement de l'état-major et des forces au sein du bataillon multinational et de l'*Integrated Police Unit*, l'unité de gendarmerie européenne. Mais je souhaite également souligner la présence des treize autres contingents européens qui servent activement à cette force. Je veux insister sur la parfaite intégration, dans l'esprit de la manœuvre, le temps et l'espace des différents contingents, dont la complémentarité des capacités offertes par les nations est remarquable et efficace.

Selon vous, quelle est la force de l'Eufor RCA ?

Je crois d'abord que la première force de celle-ci repose sur le grand professionnalisme des soldats qui la composent. Ils font preuve d'un dévouement total à la mission et d'une parfaite maîtrise de l'emploi des capacités et des règles d'engagement en zone densément peuplée. Chaque nation a à cœur d'envoyer ses meilleures troupes afin de contribuer au niveau le plus performant à cette force européenne. J'insiste de nouveau sur la complémentarité des effets immédiats produits par les différentes composantes de la force (bataillon d'infanterie, force de gendarmerie, forces spéciales, génie...), qui offre à l'Eufor une réactivité redoutable. Enfin, je terminerai en parlant du formidable accueil réservé aux unités de l'Eufor dans Bangui, qui nous porte et constitue à mes yeux le meilleur indicateur de notre crédibilité.

Faire face à Ebola

En janvier, une soixantaine de volontaires du Service de santé des armées ont été projetés en Guinée dans le cadre de la lutte contre le virus Ebola. Avant de rejoindre le Centre de traitement des soignants, qui vient d'ouvrir ses portes à Conakry, tous ont suivi durant une semaine à La Valbonne une formation pratique axée sur la biosécurité, répétant procédures sanitaires et soins à réaliser dans des conditions difficiles.

PAR CARINE BOBBERA - PHOTOS : ECPAD





En haut à gauche : en début de séance, chaque participant vérifie que son binôme a correctement ajusté ses différents éléments de protection.

En haut à droite : les chaussures étanches sont destinées à se protéger des fluides corporels qui peuvent être répandus au sol.

Ci-dessus : lorsque tous les stagiaires ont revêtu leur combinaison, un instructeur rappelle l'ensemble des procédures à respecter pour éviter toute contamination.

Au centre à droite : ce soignant doit s'habituer à préparer et manipuler le matériel médical malgré la gêne que lui procure son ensemble de protection.

Ci-contre : dans le hangar de La Valbonne, qui reproduit à l'identique le centre de Conakry, un stagiaire s'entraîne à la réalisation d'une prise de sang.





Masque sur les yeux, gants, chaussures étanches, combinaison... Dans leur tenue de protection individuelle, le personnel médical du Service de santé des armées (SSA) du régiment médical et du 2^e régiment de dragons réuni au Centre de formation opérationnelle santé (Cefos), à La Valbonne, ressemble à des spationautes. Pourtant ils ne s'apprêtent pas à partir en mission dans l'espace, mais en Guinée, pour lutter contre la maladie à virus Ebola. Ces hommes et femmes ont reçu une formation d'une semaine destinée à les préparer à remplir cette mission difficile.

« Début janvier, une centaine de militaires, parmi lesquels une soixantaine de personnels médicaux et paramédicaux du SSA, seront projetés en Guinée, à Conakry, pour servir une nouvelle unité médicale opérationnelle : le Centre de traitement des soignants (CTS) », explique le médecin en chef Christian Bay, chef du bureau préparation opérationnelle à l'École du Val-de-Grâce. Ce centre permettra de prendre en charge les soignants, guinéens et de toute autre nationalité, qui œuvrent dans la lutte contre le virus Ebola dans le pays, « car ils sont en première ligne dans la lutte contre l'épidémie. Il faut leur garantir l'accès aux soins en cas de contamination ».

Priorité à la biosécurité

En mars 2014, les premiers cas de malades en Afrique de l'Ouest sont signalés. Depuis, 8 153 personnes sont décédées pour un total de 20 656 cas enregistrés dans les trois pays les plus touchés (la Guinée, la Sierra Leone et le Liberia), selon un bilan de l'Organisation mondiale de la santé. Face à cette hécatombe, la communauté internationale s'est vite mobilisée. Depuis cet été, les armées françaises prennent part à l'action gouvernementale de lutte contre le virus Ebola. Cette participation se concrétise notamment par la mise en place de ce CTS à Conakry.

Mais avant d'être projeté en Guinée, le personnel médical et paramédical du SSA reçoit une formation spécifique axée sur la biosécurité. *« Ces volontaires ont déjà suivi une formation théorique. Aujourd'hui, ils abordent la partie pratique. Nous souhaitons qu'ils maîtrisent toutes les procédures d'habillage, de déshabillage, de bionettoyage, et qu'ils s'entraînent à réaliser des soins dans des conditions précaires », poursuit le médecin en chef Christian Bay*

Sous un grand hangar est reproduit presque à l'identique le CTS dans lequel ils travailleront à Conakry. Dans un premier atelier, ils s'exercent par binôme à revêtir et à retirer la tenue de protection individuelle indispensable au personnel soignant. *« Ces derniers ne doivent en aucun cas avoir un brin de peau apparent et être en contact avec le virus ! », souligne le médecin en chef Olivier Flusin, médecin chercheur en virologie à l'Institut de recherche biomédicale des armées. Avec la combinaison, on ne peut travailler au-delà de deux heures, car on se déshydrate alors très vite sous les couches.*

Retour d'expérience

Deux médecins civils de l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires qui reviennent du Centre de traitement Ebola de Macenta, en Guinée, donnent des conseils aux soignants du SSA. *« Cela nous paraissait normal de venir témoigner de notre expérience du terrain auprès de ces médecins militaires, explique Christophe Savio, médecin hospitalier. La biosécurité est une priorité pour limiter la propagation de la maladie. »*

Sur le terrain, les conditions de travail sont différentes de celles auxquelles les soignants sont habitués dans les hôpitaux européens, comme l'explique Sylvie Coste, médecin au service mobile d'urgence et de réanimation : *« Dans ces centres, nous ne pratiquons pas du tout la même médecine. Protégés par une tenue totalement hermétique, nous ne pouvons pas toucher les patients, et la communication s'avère difficile. Pour moi, cela a généré une grande frustration. »*

Le personnel médical du SSA est très motivé et attend avec impatience le jour du départ. *« Cette mission est une occasion exceptionnelle d'exercer dans des conditions inhabituelles, raconte le médecin principal Hélène Savini, infectiologue à l'hôpital d'instruction des armées Laveran, à Marseille. Je me suis immédiatement portée volontaire. J'avais envie de prêter main-forte au personnel soignant qui fait face à cette épidémie. »*

Inauguré le 19 janvier dernier, le centre de traitement des soignants a commencé à recevoir ses premiers patients. ■

Voir le reportage vidéo



Palasset, le commandant de l'opération, lui a présenté un point de situation. Le ministre a ensuite réveillé avec les militaires français sur place. Le lendemain, il a rejoint, dans l'extrême nord du Niger, à la frontière libyenne, la base avancée temporaire de Madama, d'où il a appelé la communauté internationale à se

Après sept mois de travaux effectués par le 25^e régiment du génie de l'air et le groupement aérien d'appui aux opérations, la plate-forme de Niamey a accueilli pour la première fois un avion ravitailleur C-135. Dans le cadre des missions opérationnelles réalisées par les détachements chasse de Niamey (Mirage 2000D) et de N'Djamena (Rafale), la possibilité d'accueil du C-135 sur Niamey permet de réduire les délais d'alerte et accroît les élongations du Boeing. Le rayon d'action au profit des avions de combat engagés dans Barkhane en est grandement optimisé.

Dans le cadre de son maintien en condition opérationnelle, la section appui mortier du groupement tactique désert Est, armée par le 35^e régiment d'artillerie parachutiste, a effectué un entraînement visant à mécaniser le « sling », technique d'empot du mortier par hélicoptère de manœuvre. Cette séquence s'est déroulée

sur la zone technique opérationnelle du camp Kosseï de N'Djamena. Elle a mis en œuvre deux équipes mortiers de 120 mm ainsi qu'un hélicoptère Caracal. L'exercice a débuté par l'arrimage du lot par des sangles sur les pièces, suivi d'un contrôle de leur état qualitatif par le mécanicien navigateur. Une fois l'hélicoptère au sol, l'équipage de pièce embarque puis la machine décolle afin de tendre l'élingue. La pièce de mortier, le lot sling et la charge de munitions représentent près d'une tonne. À l'atterrissage, le mortier est déposé et mis en batterie afin d'effectuer des tirs dans les plus brefs délais.



A group of men, including military and civilian officials, are standing in front of a building. The building has a sign that reads "CENTRE DE TRAITEMENT DES SOIGNANTS". The men are dressed in a mix of military uniforms and civilian suits. One man in a military uniform is pointing towards the camera. The group appears to be at an official event or inspection.

Le secrétaire d'État aux Anciens combattants et à la Mémoire, Jean-Marc Todeschini, a inauguré le Centre de traitement des soignants (CTS) de Conakry mis en œuvre dans le cadre de l'action des armées françaises dans la lutte contre Ebola. Le secrétaire d'État

et le ministre guinéen de la santé ont suivi le circuit du patient : zone d'accueil et de transit, zone d'hospitalisation de 10 chambres individuelles à usage unique avec sas d'habillage et de déshabillage, puis zone médicale de transit, avant de se rendre dans le laboratoire puis la pharmacie.

22/12 CÔTE-D'IVOIRE SOUTIEN LOGISTIQUE À L'OPÉRATION BARKHANE

Les éléments du plot logistique de la force Licorne ont accueilli 23 camions transportant plus de 246 tonnes de matériel, notamment des véhicules militaires et des conteneurs désengagés de l'opération Barkhane depuis Niamey au Niger. Ce convoi a parcouru plus de 1 800 km avant d'arriver au camp militaire de Port-Bouët, point d'entrée et de sortie logistique des forces armées françaises engagées sur la façade ouest-africaine.



13/01 OCÉAN INDIEN DÉPLOIEMENT DU GROUPE AÉRONAVAL

En route pour une mission opérationnelle de plusieurs mois dans le nord de l'océan Indien, le groupe aéronaval (GAN) a appareillé de Toulon. Pour ce déploiement, le GAN est constitué notamment du porte-avions *Charles-de-Gaulle*, du groupe aérien embarqué comprenant douze Rafale marine, neuf Super Étendard modernisés, un avion de guet aérien Hawkeye et quatre hélicoptères, de la frégate de défense aérienne *Chevalier Paul* et d'un sous-marin nucléaire d'attaque employé en élément précurseur. Les 2 600 marins du groupe assureront une présence opérationnelle et de

prépositionnement dans cette zone stratégique pour la France. Le GAN permettra également de développer et d'entretenir les relations et les échanges avec les pays partenaires présents et leurs forces armées. Comme en 2014, le groupe aéronaval sera amené à opérer sous contrôle opérationnel

américain afin d'éprouver et renforcer notre niveau d'interopérabilité et de coopération. Cette année, la mission du GAN porte le nom d'Arromanches, commune du Calvados où fut construit un port artificiel durant le débarquement de juin 1944.



31/12 AFGHANISTAN FIN DE L'OPÉRATION PAMIR

Lancée en 2001, l'intervention militaire française en Afghanistan a pris fin le dernier jour de l'année 2014. En treize ans, les forces françaises ont conduit des actions sécuritaires dans la capitale, Kaboul, puis dans l'est du pays. Elles ont notamment accompagné les forces de sécurité afghanes dans leur formation (mission Epidote) et au combat (mission de mentoring réalisées par les *Operational Mentoring and Liaison Team*). En tout, plus de 70 000 militaires ont été engagés sur ce théâtre. Parmi eux, 89 y ont perdu la vie et plus de 700 y ont été blessés.

08-19/12 LIBAN LA FCR MÈNE DEUX COOPÉRATIONS OPÉRATIONNELLES

Durant deux semaines, la *Force Commander Reserve* (FCR) a conduit des exercices menés conjointement par les soldats français et libanais. Deux coopérations inédites, l'une dédiée à la protection d'autorités et l'autre à l'entraînement commando, ont été effectuées par la cellule instruction du contingent français. Au cours du stage du détachement

d'accompagnement d'autorités, les savoir-faire particuliers de la protection d'un VIP ainsi que les réactions face à une prise à partie ont été abordés en théorie et en pratique. Les stagiaires de la coopération commando se sont entraînés quant à eux au combat au corps à corps, au parcours opérationnel et au franchissement, notamment en milieu naturel.



04/01 GOLFE ARABO-PERSIQUE LE GUÉPRATTE REJOINT LA TASK FORCE 152

Afin de poursuivre sa mission dans le golfe Arabo-Persique et l'océan Indien, la frégate *Guépratte* a appareillé d'Abu Dhabi. Au cours des deux derniers mois, le bâtiment a mené patrouilles, missions d'escorte et interventions maritimes dont plusieurs visites de boutres dans le golfe d'Aden et en mer d'Arabie. Au cours des prochaines semaines, le *Guépratte* sera intégré à la *Coalition Task Force 152*, volet maritime d'Enduring Freedom dans le golfe Arabo-Persique, avant de rejoindre à nouveau la *Coalition Task Force 150*, volet maritime de cette même opération en océan Indien et dans le golfe d'Aden.

Un espace de travail imaginé spécialement pour le site de Balard

À la demande du ministère, qui souhaitait disposer d'un mobilier en cohérence avec le lieu, le designer Patrick Jouin a conçu une gamme unique homogène. Celle-ci équipera l'ensemble des bureaux du site Balard (parcelles Valin et Victor), à Paris, où se regroupe le ministère de la Défense.

Pour une parfaite harmonie, il n'y aura pas de différences, ni dans le design, ni dans les couleurs du mobilier, entre les différents bâtiments. Tous les bureaux du bâtiment central, du bâtiment Perret, des tours DGA et F et des bâtiments rénovés ou nouveaux de l'actuelle Cité de l'air seront ainsi dotés du même mobilier.

Le fabricant de mobilier choisi par Opale Défense a obtenu les principales certifications en vigueur en matière de protection de l'environnement – normes ISO 14001 et Emas, certification NF environnement – et l'ensemble répond aux normes en vigueur de l'Association française de normalisation en matière d'ergonomie.

L'espace de travail : un confort étudié

Les bureaux individuels ou à deux, qui représentent la grande majorité, sont équipés d'un espace de travail de dimensions standards : un bureau d'au minimum 160 X 80 cm ; un espace de rangement de proximité pour le petit

matériel et les dossiers (caisson) ; un espace de travail informatique n'encombrant pas l'espace principal ; un vestiaire sous forme de colonne verticale suffisante pour le logement d'uniformes ; un espace pourvu de deux sièges pour la réception de visiteurs ; éventuellement d'une armoire forte pour le stockage de documents.

En ce qui concerne les open spaces, le mobilier est adapté à la surface du local et au nombre de postes de travail, avec 2,5 m de linéaire de rangement et un vestiaire par poste prévu.

Le mobilier installé ne permettra pas de changer son implantation. Pour les bureaux à deux personnes, le vis-à-vis ne pourra pas être modifié.

La mise en place de suspensions murales aux fins de personnalisation et de décoration sera libre, dans les limites techniques imposées par le choix des cloisonnements des bureaux.

Tous ces bureaux respectent les normes édictées par France Domaine (12 m² pour une personne ; 18 m² pour 3 personnes ; 24 m² pour 4 personnes ; 32 m² pour 5 personnes).

Chaque bureau intègre la gestion des câbles (goulottes, trappes d'accès situées sur le devant ou le côté du bureau pour ne pas gêner l'utilisateur) et une lampe pourvue d'un variomètre permettant le réglage fin de l'éclairage et d'une tête équipée d'une source lumineuse à économie d'énergie et à faible émission de chaleur (LED). Le décor du revêtement est de type bois clair. Les plans de travail ont été conçus pour incorporer les technologies de communication (poste informatique, téléphone et périphériques).

Les caissons et dessertes sont en harmonie avec les lignes et les finitions des plans de travail et des piétements ainsi qu'avec les autres éléments de mobilier. Sur l'ensemble du mobilier à tiroirs, 80 % des meubles disposent de quatre tiroirs et 20 % en possèdent trois, dont un pour dossiers suspendus.

Les rangements, qui offrent la même finition que les vestiaires, permettront des aménagements à volonté (classement par dossiers suspendus, boîtes d'archives ou classeurs, rangement...).



Pour les bureaux, le revêtement sera de type bois clair et les rangements permettront des aménagements à volonté.

Les vestiaires pourront accueillir indifféremment des vêtements (équipés avec une tringle et une étagère) ou des dossiers (étagères uniquement).

Les sièges sont pourvus de cinq branches sur roulettes et répondent à toutes les normes en vigueur. Une grande attention a été portée à la qualité technique, à la simplicité de réglage et aux formes. En matière d'ergonomie, tous les sièges proposés possèdent un support lombaire efficace, une accessibilité aisée des manettes de réglage et des accoudoirs permettant d'éviter une gêne de l'utilisateur. En outre, chacun des bureaux sera équipé d'un boîtier qui assurera automatiquement les fonctionnalités suivantes : position des stores, éclairage et température. La fonction automatique assurera le confort des usagers et contribuera à la maîtrise des dépenses énergétiques du bâtiment.

Les personnels bénéficiant de mobilier spécifique lié à un métier ou à un handicap verront leurs équipements démenagés vers Balard.

Il en est de même pour les archives de services stockées dans des locaux particuliers; les armoires et coffres-forts devant rejoindre la parcelle est; les tableaux blancs répondant aux normes sécurité incendie et les tableaux muraux de moins de 5 kilos.

Un environnement technique totalement neuf

Le parc téléphonique et bureautique, entièrement nouveau, fourni par le groupe Opale, en lien avec la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et systèmes d'information (Dirisi), verra chaque agent disposer de :

➔ un téléphone fixe sur IP avec un nouveau numéro d'appel, bénéficiant des fonctions de numérotation ■■■

Vos bureaux en chiffres

- **6 mois** d'élaboration par le designer
- **2 ans ½** entre les premiers contacts et le début de l'industrialisation
- **9000** : bureaux tertiaires complètement spécifiques
- **13226** armoires métalliques portes battantes métal estampé
- **10000** sièges de travail résille
- **15000** sièges visiteurs et de réunion
- **1000** bureaux avec caisson pour les open spaces
- Livraisons de **mars 2012** jusqu'à **mars 2016**
- L'équivalent d'une usine mobilisée pendant **7 mois** à plein régime
- Une production **100% française** (Bas-Rhin et Moselle)
- **2/3** du personnel prendra place dans des bureaux partagés
1/3 sera installé dans des bureaux individuels.

■■■ abrégée; journal d'appels; affichage du correspondant; transfert d'appels; double appel; mise en attente ou filtrage (selon le profil); un poste de travail Intradef avec un ordinateur fixe (40 %) ou portable (60 %) avec station d'accueil et un écran fixe 22 pouces;

➔ un accès à Internet sur ce poste de travail (ISPT) à usage professionnel;

➔ un environnement logiciel aux derniers standards de versions.

Des stations internet dédiées seront toujours possibles pour des besoins spécifiques non satisfaits par l'ISPT.

Le déménagement SIC (systèmes d'information et de communication) se prépare pour garantir les meilleures conditions de continuité convenue de service, d'accompagnement et de sécurité de l'information.

Équipements mutualisés

Chacun bénéficiera d'équipements mutualisés parmi lesquels :

➔ des points d'impression multifonctions NPDR/CD en réseau répar-

tis dans l'ensemble des bâtiments. Le retrait des documents se fera par badge Cims à tous les points disponibles;

➔ des stations blanches avec sécurisation des supports amovibles par contrôle obligatoire;

➔ des équipements destinés aux séances de visioconférence (82) et d'audioconférence (218) dans les différentes salles de réunion seront répartis sur les deux parcelles.

Au total, le site de Balard sera doté de 686 points d'impression Opale (dont 351 non protégés ou en diffusion restreinte). Des imprimantes locales réclamées par les organismes peuvent compléter le dispositif, au besoin.

Les autres services comme la téléphonie classifiée, la télécopie logicielle, les systèmes d'information métier et spécifiques (Isis, Rimbaud...), les configurations bureautiques particulières (double écran...), ainsi qu'une solution de mobilité par Smobi seront également disponibles selon les demandes exprimées.

Une attention personnalisée est portée aux situations de handicap afin de retrouver les configurations matérielles et logicielles adéquates sur le site d'arrivée.

Pour rejoindre ce nouvel environnement à Balard dans les meilleures conditions, vous pouvez compléter votre information sur le site intranet Objectif Balard.

**Secrétariat général
pour l'administration**

Patrick Jouin, le designer choisi par Opale Défense

« Les autorités militaires ont souhaité disposer d'un mobilier spécifique en cohérence parfaite avec le lieu. C'est un véritable plus de pouvoir intervenir sur les bureaux tout en connaissant l'enveloppe architecturale. Pans coupés, pliés dépliés, angles marqués s'inscrivent dans l'architecture de Nicolas Michelin. Nous avons pu travailler également en connaissant précisément les surfaces, les volumes, les conditions de luminosité, de quoi apporter une réponse encore plus juste. Une attention toute particulière a été portée à la fonctionnalité et à l'ergonomie. L'espace de travail s'articule en angle droit. Un plan de travail est davantage dédié aux outils informatiques. Un volet technique occulte tous les câbles. L'autre partie du bureau est plus propice à la collaboration. Une tablette métallique surélevée offre un petit espace supplémentaire pour poser des effets personnels. Le plan de travail est rehaussé par une finition en chêne Winchester qui apporte une certaine chaleur. Les espaces de rangement, caissons et armoires, sont allégés par un dégradé de microperforations. »



©GRICHKA MARTINETTI - AGENCE NATHALIE CRINIÈRE

Les bureaux des salles de réunion seront réalisés en mélaminé et ébénisterie.

Simplification : améliorer l'administration du personnel

Faciliter la gestion des dossiers individuels, obtenir rapidement les informations RH, simplifier les procédures de notation, harmoniser les outils de gestion, abolir les doublons, clarifier et accélérer les processus RH sans créer de dommages pour l'administré... voilà tout l'enjeu de la simplification de l'administration du personnel. Les programmes de longue haleine Source Dématérialisation et Source Web, développés par le Secrétariat général pour l'administration et la Direction des ressources humaines du ministère de la Défense, comptent parmi les plus ambitieux du domaine. Pour se rendre compte de l'effort engagé, il est intéressant de découvrir l'ensemble des 21 mesures qui ont été validées par les instances de la transfor-

mation. Elles sont consultables sur la plate-forme Intradef.

Mesures à l'étude :

- Simplifier la saisie des données RH dans les GSBdD (projet Source Web) par la mise en œuvre d'une interface unique de saisie dans les différents systèmes d'information de gestion des ressources humaines existants.
- Permettre à chacun d'accéder depuis l'Internet à son bulletin de solde dématérialisé (chantier Source Dématérialisation) au travers du portail mon.service-public.fr.
- Mettre en place le dossier individuel dématérialisé (chantier Source Dématérialisation), traduction numérique du dossier administratif physique aujourd'hui utilisé par les gestionnaires RH.

Mesures en développement :

- Raccourcir la boucle de notification des actes RH du personnel civil par la mise en place d'un circuit simplifié et dématérialisé.
- Simplifier le processus d'avancement du personnel civil en limitant le nombre de documents à produire et en automatisant la notification.

Mesures déployées :

- Simplifier la procédure de renouvellement des contrats en faisant signer ces derniers par les commandants de formation administrative et non plus par les commissaires.
- Diffuser un nouveau guide imprimé des processus RH du personnel civil par courrier, et sous forme numérique via le portail Intradef du SGA. ■

► PLUS D'INFOS SUR : [HTTP://PORTAIL-FAIRE-SIMPLE.INTRADEF.GOUV.FR](http://PORTAIL-FAIRE-SIMPLE.INTRADEF.GOUV.FR) ◀

DÉCOUVREZ NOTRE WEBSÉRIE

« Balard, la Défense
ensemble » #Balard
www.defense.gouv.fr



Le SHD dans la boucle opérationnelle

En charge des archives des armées françaises, le Service historique de la Défense (SHD) recueille les documents provenant des théâtres d'opérations. Un trésor de papier qui permet aussi bien de préparer une intervention que de reconnaître l'action d'unités ou de faire valoir le droit individuel des soldats.



©EMA/ARMÉE DE TERRE

Durant l'intervention française en Afghanistan, un officier missionné par le SHD et l'EMA était chargé de collecter divers documents sur les bases opérationnelles. Ceux-ci étaient ensuite archivés sur le camp de Warehouse, à Kaboul, avant d'être envoyés en France.

En 2013, le Service historique de la Défense (SHD), centre d'archives parmi les plus riches de France, reçoit des autorités militaires une demande particulière : analyser des fonds de cartes du Mali archivés il y a des années afin de les comparer avec les sources actuelles et affiner certaines informations déjà obtenues. Au même moment, les forces françaises sont engagées dans l'opération Serval. Les 400 kilomètres linéaires d'archives, les 18 millions de photographies, les 50 000 cartes et plans ainsi que les 900 000 ouvrages classés sur les rayonnages des onze sites du SHD, parmi lesquels figure le château de Vincennes, ont un lien étroit avec les opérations militaires en cours et à venir. L'une des missions de son personnel est de recueillir du matériel historique comme les journaux des marches et opérations (JMO), des notes, des photographies, des maquettes... Après analyse, ces documents sont classés pour être communiqué. *« Le SHD intervient tout au long du cycle "paix-crise-guerre" comme l'appellent les Américains, c'est-à-dire qu'il œuvre sur une période étirée de la paix à la guerre jusqu'à l'après-guerre »*, indique le général Vincent Leroi, chef du SHD. La plupart des raisons de l'engagement de la France dans les opérations trouvent leurs origines au-delà de la simple mémoire des dirigeants actuels. À travers les archives, le SHD apporte donc un éclairage historique et des éléments de compréhension aux états-majors. Il permet aux décideurs de mieux appréhender le passé et d'aider ainsi à l'élaboration des plans d'une opération.

Soutien aux opérations en cours

« Contrairement à ce que l'on entend, l'histoire ne se répète pas, mais il existe des similitudes servant à la compréhension des phénomènes actuels. En Indochine, par exemple, les armées françaises ont fait face à des engins explosifs improvisés, à des embuscades, à des ouvertures de route... Ces retours d'expérience ont pu être utiles pour penser la manœuvre en Afghanistan », précise le commandant Yvan Cadeau, docteur en histoire au département des études et de l'enseignement (DEE) du SHD. Les demandes de recherches, individuelles ou institutionnelles, peuvent être effectuées avant l'ouverture d'un théâtre, mais également pendant l'opération. Le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) et la Direction du renseignement militaire (DRM) sollicitent régulièrement le SHD afin de croiser les études. *« Lorsqu'il a été décidé d'allonger la durée des mandats de quatre à six mois, l'État-Major des armées (EMA) a demandé au SHD d'étudier l'impact psychologique sur les soldats. Pour ce faire, nous avons analysé les archives de la période indochinoise exposant les conséquences d'un allongement de la période en opération sur le moral des troupes et les mesures prises à l'époque. Il a ensuite été décidé de mettre en place un soutien psychologique adapté aux militaires engagés en Afghanistan »*,



© DICO

Des archivistes du Service historique de la Défense étudient des documents qu'elles viennent de réceptionner à Vincennes.

ajoute le commandant Cadeau. Tout au long de l'époque coloniale, différents travaux effectués par les Français, notamment des études ethniques, ont permis un éclairage sur le comportement des populations dans certains pays africains. Ces recherches apportent des informations utiles pour le commandement dans les opérations militaires en cours. *« Les historiens des opérations ont pour mission de donner de la profondeur à la compréhension des conflits actuels. Il y a treize ans, lorsque la France s'est engagée en Afghanistan, les décideurs ont tenté de comprendre la stratégie des talibans au regard de celle des rebelles afghans face aux Soviétiques »*, ajoute le colonel Jean Perez, commandant le DEE au SHD.

Concernant la récupération du matériel historique, Hélène Servant, conservatrice générale du patrimoine au SHD, précise : *« Les archives au format papier sont directement rapatriées du théâtre d'opérations vers le SHD. Les archives numériques sont quant à elles transférées à la Cellule d'archivage opérationnel des armées (CAOA), rattachée à l'EMA. »* La CAO, créée en 2008 et composée ■■■



Un agent d'exploitation des archives consulte un document issu du dépôt des fortifications.

©SHD

■■■ d'un militaire et d'un civil de la Défense, est placée sous la coupe du sous-chef d'état-major opérations au CPCO. L'objectif de cette cellule, en contact direct avec les théâtres d'opérations, est de récupérer les archives opérationnelles et d'améliorer leur qualité. « *Les chefs de corps ont aujourd'hui le réflexe de nous restituer les JMO, les notes de base, les ordres d'opération... Et cela à chaque fin de mandat. Nous les conservons un an sous format numérique avant de les reverser au SHD. Ces archives sont classifiées confidentiel défense durant cinquante ans* », indique le major Gérard Pettinato, archiviste-documentaliste à la Caoa, projeté par deux fois au Liban en tant qu'archiviste.

Pour établir l'histoire

Après le temps de l'opération, le SHD peut être amené à remplir une autre mission : la reconnaissance de l'action. Les documents produits en opérations extérieures et leur exploitation permettent en effet de qualifier les unités combattantes. « *Nous sommes sollicités par les services départementaux de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre pour les aider à instruire certaines demandes* », indique Hélène Servant. Suite à ce travail de reconnaissance, les militaires peuvent obtenir des droits pour la retraite, par exemple une carte du combattant. « *Nous le faisons essentiellement sur le fondement de cette catégorie d'archives que sont les JMO, les journaux de bord de navigation ou les cahiers d'ordres aériens* », ajoute la conservatrice. Il faut cependant attendre que le théâtre soit ouvert

à la qualification. Cette décision est prise par la Direction des ressources humaines du ministère de la Défense. Les militaires déployés sur les missions intérieures – Vigipirate, la lutte contre les feux de forêt, les interventions contre les inondations... – sont également concernés. Avec le temps, les faits deviennent des souvenirs avant de passer à la mémoire pour, enfin, faire partie de l'histoire. Les souvenirs peuvent être interprétés, voire controversés du vivant des personnes. Lorsque tous les témoins disparaissent, la période historique débute.

Face à la judiciarisation des opérations militaires, ce passage des faits à la mémoire intéresse la justice. Le SHD intervient dans la protection juridique des soldats, faisant valoir leur droit individuel à travers des preuves inscrites dans les archives. Le major Pettinato, ancien du SHD, a déjà été « *mandaté par le Service des pensions des armées de La Rochelle après la demande d'un militaire suivi pour troubles psychologiques de guerre. Grâce aux archives, j'ai prouvé que le militaire, lors d'une opération extérieure, sur une mission précise, avait bien été sujet à une situation susceptible de provoquer un traumatisme* ». Si le SHD n'agit pas directement sur les opérations, il s'avère un outil précieux dans l'aide au commandement et un témoin de l'histoire militaire française. « *Aujourd'hui, les grands hommes dont on parle le plus sont ceux qui ont écrit le récit de leurs actions. Sans écrit, pas d'histoire* », conclut le général Leroi.

■
Flora Cantin

La protection GMPA,
c'est bien plus que de l'assurance.



Garantie prévoyance + Prêt jeunes actifs

- ◆ Une assurance pour sécuriser votre avenir personnel et celui de vos proches.
- ◆ Un coup de pouce financier pour vous aider à entrer dans la vie active.

Pour en savoir plus, prenez contact avec **votre conseiller**
Rendez-vous sur www.gmpa.fr



Ensemble
pour la **défense**
de votre **sécurité.**

Un nouveau centre pour répondre

Depuis cet été, le Centre interarmées de défense NRBC, implanté à Saumur, regroupe le personnel chargé d'entraîner les militaires français à la lutte contre les menaces nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques (NRBC). Les 48 permanents du lieu accueilleront chaque année près de 600 stagiaires.

Le Livre blanc de 2008 puis celui de 2013 ont successivement rappelé la nécessité de disposer de capacités de défense NRBC (nucléaire, radiologique, biologique, chimique) spécifiques pour faire face à l'ensemble des menaces, qu'elles soient d'origine naturelle, accidentelle ou malveillante », explique le colonel Le Roux, commandant le Centre interarmées de défense NRBC (CIA NRBC).

Créé le 1^{er} août, cet organisme à vocation interarmées, situé à Saumur, dans le Maine-et-Loire, « représente désormais l'organisme de référence au niveau interarmées ». Il résulte de la fusion entre le Centre de défense NBC de l'armée de Terre, basé à Saumur, et la Cellule interarmées de défense NRBC (CI NRBC) qui était implantée à Lille.

Fort de 48 permanents, l'encadrement du centre est composé de spécialistes provenant des armées de Terre, de l'Air et du Service de santé. Chaque année, près de 600 stagiaires viendront se former dans ses murs, la majorité pro-

venant de l'armée de Terre (environ 80 %), dont près de 200 seront issus du 2^e régiment de dragons (2^e RD). Plus ancien régiment de cavalerie française, basé à Fontevraud-l'Abbaye (Maine-et-Loire), celui-ci est depuis l'été 2005 la seule unité militaire entièrement dédiée au NRBC. Les 900 militaires qui composent ce régiment peuvent être appelés à mettre sur pied des modules de défense NRBC, voire constituer le noyau d'un bataillon NRBC multinational.

« La proximité du centre constitue pour le 2^e RD un atout dans la formation de ses cadres et la préparation opérationnelle des unités, explique le colonel Le Roux, mais les menaces protéiformes liées au NRBC doivent être l'affaire de tous. C'est pourquoi nous dispensons également un enseignement adapté au personnel non spécialisé de toutes les armées. Du fantassin au pilote de chasse, chaque militaire doit être en mesure de faire face au risque. »

Coopération interministérielle et internationale

Ainsi, les salles d'instruction et de manipulation sont organisées en fonction des spécialités. Un simulateur de VAB Reco NBC offre par exemple au personnel du 2^e RD de passer des qualifications. À l'extérieur, un hangar permet d'entraîner les stagiaires au déploiement d'un sas de décontamination et de vérifier toutes les procédures à respecter. Le CIA NRBC couvre un spectre large de missions. Le centre se voit en effet confier le pilotage, l'expertise, la doctrine, le soutien à la réalisation des équipements et la coopération interministérielle et internationale, en matière de défense NRBC au niveau interarmées.

« Notre premier objectif est de garantir aux armées la maîtrise des capacités de défense NRBC et de préserver



© DICO

aux défis du NRBC



©DICO

Ci-dessus : stagiaire aux manettes du simulateur de VAB Reco NBC. Ce type de véhicule permet au 2^e régiment de dragons, entièrement dédié au NRBC, d'effectuer des missions nucléaires et chimiques sur des zones contaminées. En bas à gauche : une des salles de manipulation du nouveau centre.

leur capacité opérationnelle dans le cadre de leurs engagements », rappelle le colonel Le Roux. Au-delà, le centre travaille en lien avec les autres ministères en cas de crise sur le territoire national. Les deux derniers Livres blancs ont confirmé l'importance des missions intérieures confiées aux armées. À ce titre, ils consolident le rôle joué par l'organisation territoriale interarmées de défense et ses missions d'intervention, en appui des autorités civiles, notamment dans le domaine NRBC. « Si cela devait arriver un jour, les armées n'interviendraient qu'après les forces de sécurité civile et à la demande du préfet. Mais nous devons être en mesure d'être opérationnels et coordonnés avec les autres acteurs,

ce qui implique de développer la doctrine d'emploi dans un cadre interministériel », explique le chef du CIA NRBC.

En ce qui concerne les engagements extérieurs, cette capacité est déterminante et constitue un domaine de coopération bilatérale et interalliée privilégié, plus particulièrement dans le cadre d'entraînements.

Le centre travaille en particulier avec ses homologues anglais et allemands, car « ils disposent de moyens d'entraînement complémentaires des nôtres. À nous de nous inspirer des bonnes pratiques des autres pour parfaire notre défense », conclut le colonel Le Roux.

■
P.H.

Esorsem

Une formation unique pour les

Chaque année, l'École supérieure des officiers de réserve spécialistes d'état-major (Esorsem) accueille près de 250 réservistes de tout grade et de toute arme au sein de six formations spécifiques. Les stagiaires y acquièrent les savoir-faire correspondant aux postes de commandement qu'ils sont susceptibles d'occuper.

« **I**ls s'instruisent pour mieux servir. » Fidèle à sa devise, l'École supérieure des officiers de réserve spécialistes d'état-major (Esorsem) est un lieu de formation unique animé par les réservistes, pour les réservistes. Implantée sur le site de l'École militaire, à Paris, elle est l'héritière de l'École d'instruction des réserves créée officiellement en 1900 par le ministère de la Guerre, puis rattachée en 1911 à la prestigieuse École supérieure de guerre. Depuis cette date, l'établissement forme les officiers de réserve spécialistes d'état-major dont les armées ont besoin pour relever les défis de demain. Les stagiaires viennent de tous les horizons : officiers de réserve de l'armée de Terre, du Service du commissariat des armées et du Service de santé des armées, élèves de l'École polytechnique, réservistes volontaires de la Marine nationale et de l'armée de l'Air. Cette école, unique en Europe, accueille également des stagiaires et des cadres professeurs de pays amis et alliés.

Assimiler les fondamentaux du commandement

Chaque année, l'Esorsem forme quelque 250 stagiaires de tout grade et de toute arme au sein de six stages spécifiques. Parmi eux, le stage de certification d'état-major (SCEM), qui se déroule durant deux semaines en août à l'École militaire. Destiné aux lieutenants et aux capitaines en poste en état-major, il permet d'acquérir les connaissances nécessaires pour devenir rédacteur dans un poste de commandement d'un groupement tactique interarmes. Son contenu : l'étude de la méthode d'élaboration d'une décision opérationnelle et la présentation orale de dossiers tactiques. Tandis que la première semaine est dédiée à la théorie, la deuxième partie du SCEM est consacrée à l'exercice assisté par ordinateur Romulus, au cours duquel les réservistes apprennent à travailler dans un centre opérations.

Le but est de faire comprendre le fonctionnement d'un poste de commandement et d'enseigner la rédaction d'un ordre d'opération. « *Nous accompagnons les stagiaires pas à pas pour qu'ils acquièrent les fondamentaux, les automatismes et un bon socle commun de connaissances*, explique le lieutenant-colonel Wolfelsperger, formateur à l'Esorsem. *Avec le simulateur Romulus, ils comprennent le rôle et l'importance des comptes rendus. Nous insistons également sur le fait qu'un officier doit prendre le recul nécessaire afin d'acquérir une bonne capacité d'analyse et un esprit de synthèse performant. Il ne doit pas tout savoir, mais il doit savoir où aller chercher ce qu'il ne sait pas.* »

Savoir rédiger en état-major

Summum des formations dispensées aux officiers réservistes spécialistes d'état-major, le cours supérieur des Orsem (CS Orsem) vise à faire acquérir les savoir-faire pour tenir un poste de rédacteur en état-major de division ou de brigade de type Otan. Un diplôme dont la préparation s'étale sur une année. Équivalent du diplôme d'état-major pour l'armée d'active, le CS Orsem se compose d'un enseignement à distance pour l'appropriation des données théoriques et de cinq périodes d'enseignement dirigé afin de parfaire les connaissances acquises et de réaliser des travaux pratiques. « *Former nos officiers de réserve est primordial. Ils sont un complément indispensable pour nos états-majors, que ce soit sur le territoire national ou sur les théâtres d'opérations extérieures*, conclut le capitaine Petitjean, adjoint formation à l'Esorsem. *Ces hommes et ces femmes sont des passionnés. Ils sont d'autant plus méritants qu'ils allient vie professionnelle, vie de famille et réserve. Venant de tous les horizons, ils apportent une diversité très enrichissante pour les forces armées.* » ■

C.M.

réservistes d'état-major



Les stagiaires du CS Orsem promotion 2014 « Colonel Raoul-Pflimlin » ont reçu leur diplôme le 22 août lors d'une cérémonie à l'École militaire, à Paris. La Journée nationale du réserviste aura lieu le 27 mars prochain.



Dernière épreuve du stage « gestion de la fatigue en milieu opérationnel ».

© DUCOD

Armés pour lutter contre la fatigue

Le Centre national des sports de la Défense organise des stages de sensibilisation aux effets du manque de sommeil. Les participants, des moniteurs spécialisés en techniques d'optimisation du potentiel issus de toutes les armées, sont maintenus éveillés durant deux jours et découvrent des pratiques destinées à rester opérationnels physiquement et mentalement.

Forêt de Fontainebleau, 4 heures du matin. Les traits tirés, les yeux rouges de fatigue, cinq militaires phosphorent devant une feuille de calcul. Ils cherchent à résoudre une équation mathématique pour trouver les coordonnées GPS du prochain point de contrôle de leur course d'orientation. Mais leurs idées ne sont plus très claires. Ils n'ont pas dormi depuis maintenant 36 heures. Parce que la gestion de la fatigue est une problématique qui intéresse tout particulièrement les forces armées, ces soldats, tous moniteurs TOP (techniques d'optimisation du potentiel), issus de toutes les armées, participent à un stage sur la gestion de la fatigue en milieu opérationnel organisé par le Centre national des sports de la Défense (CNSD) avec l'Institut de recherche biomédicale des armées (Irba).

Ce dernier établissement, et plus particulièrement l'unité « fatigue et vigilance », mène ainsi depuis 2011 des recherches sur le sommeil : étudiant la somnolence dans les sous-marins, la détection de microsommeil et d'hypovigilance en vol chez le personnel navigant (A400M, Falcon, Atlantique 2...) ou encore la vigilance des pilotes de drones

ou de Super Étendard modernisés... « *Ces problématiques touchent toutes les armées*, souligne Mounir Chennaoui, chef de l'unité "fatigue et vigilance" du département "neurosciences et contraintes opérationnelles" de l'Irba. *En opération extérieure, les altérations du cycle veille-sommeil sont très fréquentes. Les missions sont longues et le personnel doit gérer au mieux sa récupération physique et mentale. Or des études scientifiques ont démontré que la fatigue altère la vigilance et les performances. Elle diminue également la résistance au stress. Les personnes sont moins aptes à prendre la bonne décision le moment voulu. Lors d'une mission, les conséquences peuvent alors être très graves pour l'individu et le groupe.* »

Par ailleurs, des recherches menées récemment par le Service de santé des armées ont prouvé qu'il existait un lien entre le manque de sommeil et le syndrome de stress post-traumatique (SSPT). Un individu présentant une fatigue chronique qui subit un événement potentiellement traumatisant a plus de chance de développer un SSPT qu'une personne bien reposée qui aurait à vivre le même type d'expérience.

C'est dans ce cadre que le CNSD a mis en place un « *stage qui prend la forme d'une sensibilisation aux effets comportementaux, cognitifs et physiologiques liés au manque de sommeil* », explique l'adjudant-chef Laurent Rocco, directeur du stage. Maintenus éveillés durant deux jours entiers, une vingtaine de stagiaires alternent séances de formation sur le sommeil, tests scientifiques et activités physiques. « *Cela nous permet de transposer nos recherches au niveau des opérationnels*, poursuit Mounir Chennaoui. *Nous attirons ainsi l'attention de ces moniteurs de sport sur la notion de dette de sommeil pour qu'ils se rendent compte de ses conséquences sur leurs performances.* »

Apprendre à gérer ses performances

Tout au long du stage, les médecins de l'Irba et les instructeurs TOP du CNSD présentent également aux stagiaires les contre-mesures qui existent pour se maintenir éveillé. « *Les siestes sont les meilleurs outils pour maintenir la performance et la capacité opérationnelle des hommes*, explique le médecin principal Fabien Sauvet. *Il est vérifié scientifiquement que toute période de sommeil est bénéfique à l'organisme.* » Les excitants comme le thé ou le café peuvent également être des moyens employés ainsi que la luminothérapie.

Enfin, les techniques d'optimisation du potentiel représentent un outil complémentaire pour réactiver son état de vigilance. Utilisées dans le milieu sportif, les TOP

Les conseils pour optimiser au quotidien son sommeil

Le sommeil joue un rôle fondamental pour notre organisme. Selon une étude menée par des scientifiques américains, il permet en effet au cerveau de se débarrasser des toxines accumulées pendant la période d'éveil. Dormir aide donc l'organisme à se régénérer. C'est pourquoi l'altération du cycle veille-sommeil a non seulement des conséquences sur le plan cognitif, mais aussi sur la santé, avec l'apparition de symptômes métaboliques comme le diabète ou l'hypertension.

Dix règles à suivre :

- Favoriser de bonnes conditions (température, bruit, obscurité, confort);
- Se lever et se coucher à la même heure;
- Pratiquer une activité physique régulière;
- Respecter un rituel du sommeil;
- Faire appel à une activité relaxante le soir (lire, prendre un bain tiède);
- Éviter les sources lumineuses le soir (smartphone, tablette...);
- Éviter de regarder la télé au lit;
- Dîner léger;
- S'abstenir de consommer de l'alcool;
- Éviter les excitants – café, thé, nicotine – le soir.

permettent de récupérer après une activité et d'améliorer la qualité du sommeil, la mémorisation et la concentration.

« *Ces procédés ne sont pas encore reconnus à leur juste mesure*, déplore l'adjudant-chef Laurent Rocco. *Les TOP regroupent différentes techniques qui permettent aux militaires de récupérer de leur fatigue. À chacun de les personnaliser et de les adapter à ses besoins pour les utiliser en toute autonomie au bon moment.* »

L'usage de la pharmacologie est à envisager en ultime recours : l'utilisation en opération de substances qui maintiennent en éveil ou facilitent un sommeil réparateur étant très réglementée. Les médecins militaires peuvent ainsi prescrire dans des situations particulières des hypnotiques pour favoriser le sommeil, ou des médicaments excitants comme la caféine à libération prolongée. Cette substance qui permet de maintenir une personne éveillée durant six heures a été employée pour la première fois lors de missions aériennes pendant l'opération Harmattan.

Armés de ces techniques, les moniteurs TOP stagiaires pourront ainsi, à leur retour dans leur unité, informer les militaires sur les méthodes qui existent pour mieux gérer la fatigue.

■
Carine Bobbera

19/12 DEUX PATROUILLEURS PROGRAMMÉS POUR LA ZONE ANTILLES-GUYANE

La Direction générale de l'armement a notifié à la société Socarenam un marché pour la réalisation de deux patrouilleurs légers guyanais (PLG) destinés à la Marine nationale. Développés en collaboration avec le bureau d'études Mauric, ces navires seront dédiés aux missions de souveraineté et

de protection des intérêts français dans la zone maritime Antilles-Guyane. Il s'agit plus particulièrement de lutte contre les trafics illicites, de sauvegarde des personnes et des biens en mer et de lutte contre la pollution. La livraison des PLG interviendra fin 2016 pour le premier et à l'été 2017 pour le second.



©BUREAU MAURIC & SOCARENAM - ©EMMA ARMÉE DE L'AIR - ©MINISTÈRE DE LA DÉFENSE - ©ARMÉE DE TERRE - DGA ESSAIS DE MISSILES (ARCHIVES) - ©DRM - ©ARMÉE DE L'AIR - ©ECPAD - ©MÉMORIAL DE LA SHOAH/ICLÉA

05/01 CRÉATION DE LA DGRIS

La Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) est officiellement mise en place depuis le 5 janvier. Cette direction assure désormais le pilotage et la coordination de l'action internationale du ministère de la Défense. Elle est chargée de piloter le réseau des missions de défense à l'étranger et la stratégie d'influence internationale du ministère. Elle assure l'interface avec les autres ministères pour les questions touchant à l'action internationale, particulièrement avec celui des Affaires étrangères et du Développement international, à l'exception des activités opérationnelles, de la

conduite des coopérations en matière d'armement et du soutien aux opérations d'exportation. Elle pilote les travaux de prospective stratégique et coordonne, pour la Défense, ceux nécessaires à la préparation et à l'actualisation du Livre blanc.



DGRIS
Direction générale des relations
internationales et de la stratégie
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

02/01 TROIS DRONES COMMANDÉS

Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, en déplacement au Niger a annoncé la commande, deux ans plus tôt que prévu, de trois drones Reaper supplé-

mentaires et d'un système de pilotage au sol. La loi de programmation militaire française, qui court sur 2014-2019, prévoit l'acquisition de douze Reaper américains.



08/01 CROSS-COUNTRY MILITAIRE



Le Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine a organisé, sur le camp militaire de Sissonne (Aisne), le championnat de France militaire interarmées de cross-country. Environ 500 participants de toutes

les armées se sont mesurés dans différentes courses sur un parcours exigeant. Ce championnat était l'occasion d'échanges entre militaires réunis autour d'une même passion et d'un même goût de l'effort.

AGENDA

JUSQU'AU 8 MARS

Exposition « Les engagés volontaires juifs étrangers dans les armées françaises durant les deux guerres mondiales », mémorial de la Shoah (Paris).



12 FÉVRIER

Journée sciences navales : « Systèmes navals embarqués : l'innovation au service de la conduite et de l'exploitation des navires », École navale (Lanvéoc).

12 FÉVRIER

Conseil européen consacré à la lutte contre le terrorisme, à Bruxelles.

18 FÉVRIER

Sommet international sur la lutte contre

13/01 CHEVALIER PAUL : TIR ASTER

En coordination avec la Direction générale de l'armement, la frégate de défense aérienne (FDA) *Chevalier Paul* a effectué un tir de missile surface-air Aster 30. Ce tir a illustré les excellentes qualités du système d'armes de la FDA en situation complexe, notamment lors de l'identification de deux aéronefs très proches, l'un ami, l'autre ennemi, puis l'engagement contre ce dernier. Il s'agit d'un des rares systèmes opérationnels au monde capable d'une telle performance



qui conforte la place des FDA parmi les meilleurs bâtiments antiaériens.

15/01 NAUFRAGE DU LUNO : LES AVIATEURS RÉCOMPENSÉS

Claude Olive, maire d'Anglet, a décerné la médaille de la Ville aux membres de l'équipage de l'escadron d'hélicoptères 1/67 Pyrénées de la base aérienne 120, située à

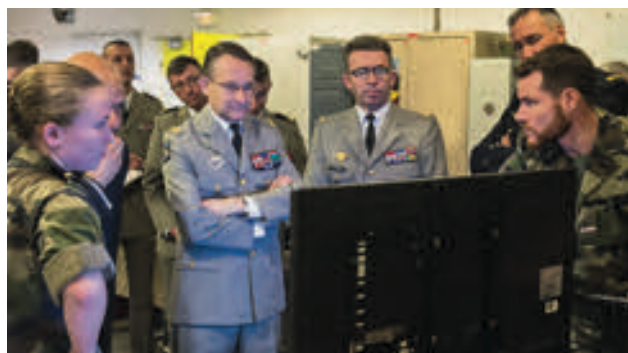
Cazaux. Le 5 février 2014, ces derniers ont sauvé les douze membres d'équipage du *Luno*, un vraquier espagnol échoué sur la côte en raison de conditions météo difficiles.



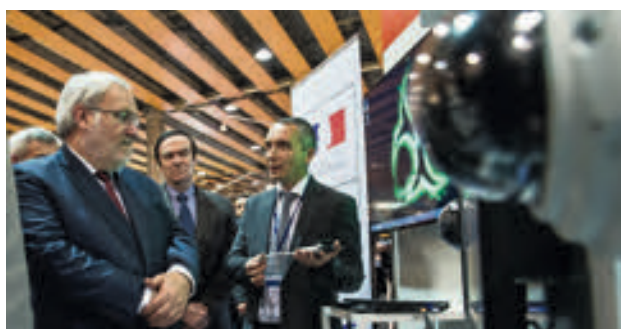
19/01 VISITE DU CEMA À LA DRM

Le général d'armée Pierre de Villiers, chef d'État-Major des armées, s'est rendu à Creil en compagnie d'Alain Zabulon, coordinateur national du renseignement, pour une visite des services de la Direction du renseignement militaire (DRM). Ils se sont fait présenter les différentes capacités du Centre de

renseignement géospatial interarmées. Depuis sa création, cet organisme poursuit sa montée en puissance. Il complète la palette d'outils et de capacités dont disposent les armées dans le domaine de la connaissance et de l'anticipation, fonction essentielle de la stratégie de sécurité nationale française.



21/01 JEAN-MARC TODESCHINI AU FIC



Le 7^e forum international de la cybersécurité (FIC), à Lille, avait pour thème « Cybersécurité et transformation numérique ». Tous les acteurs de la cyberdéfense ont abordé la cybersécurité sous un angle stratégique et privilégié un partenariat entre sphères publiques et privées. Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État aux Anciens Combattants et à la Mémoire, a

rappelé dans son discours de clôture que la doctrine d'action de la Défense était organisée autour de quatre axes : la protection des systèmes, la défense par une chaîne opérationnelle fiable, le renseignement, et l'action par la lutte informatique offensive en appui des opérations militaires dans un cadre juridique déterminé par la loi de programmation militaire.

le terrorisme, à Washington.

22-26 FÉVRIER

Salon international de défense Idex 2015, à Abu Dhabi (Émirats arabes unis).

10-12 MARS

Salon international des technologies de défense et de sécurité, à Madrid.

JUSQU'AU

27 SEPTEMBRE

Exposition « Filmer la guerre : les Soviétiques face à la Shoah (1941-1946) » au mémorial de la Shoah (Paris).

TOUTE L'ANNÉE

Exposition itinérante « La mer en guerre », consacrée aux aspects maritimes de la Première Guerre mondiale en Manche et mer du Nord.

TRANSFORMATION

Priorité à l'opérationnel

Après un an comme chef d'État-Major des armées, le général d'armée Pierre de Villiers a accordé à la rédaction d'*Armées d'aujourd'hui* une interview exclusive. Le Cema rappelle avec force que l'objectif final de la transformation est le maintien des armées à un haut niveau opérationnel. Des focus sur l'évolution du service de santé, de la chaîne logistique et sur des programmes d'équipements emblématiques viennent éclairer cet entretien.





Entretien avec le général d'armée Pierre de Villiers

« Nous ne ferons pas mieux avec moins, mais il est possible de faire autrement »

À la tête des armées depuis un an, le général d'armée Pierre de Villiers fait face à une actualité très dense : intervention sur plusieurs théâtres extérieurs, renforcement spectaculaire de Vigipirate, engagement dans une profonde transformation. Pour préserver la disponibilité opérationnelle, en accord avec le ministre, il a convaincu le président de la République qu'il fallait « desserrer l'étau » des effectifs.

Mon général, en 2013, les armées françaises ont lancé Serval en quelques semaines ; en 2015, elles ont déployé plus de 10 000 hommes en quelques jours pour Vigipirate. Les armées françaises ont bien prouvé leur disponibilité ?

Vous avez raison. Le récent déploiement de plus de 10 000 hommes sur le territoire national montre la formidable réactivité de nos armées et leur grand professionnalisme. La vitesse est la clef du succès. Le plus grand défi, c'est en fait l'accélération du temps. La dimension temporelle a changé la donne ces dernières années. Elle est au centre de toutes les décisions politiques et militaires. Depuis la rédaction du Livre blanc, le facteur temps s'impose avec de plus en plus de force. C'est pourquoi, face à la dégradation générale du contexte sécuritaire, nous devons accroître notre capacité à déployer des forces à un endroit donné dans un délai de plus en plus court. Dans le processus de transformation dans lequel nous sommes engagés, nous devons veiller à conserver cette capacité.

Par rapport au Livre blanc, avez-vous eu le sentiment que les armées étaient au maximum des hypothèses d'emploi ?

Nous sommes aujourd'hui au contrat maximal du Livre blanc. J'ai dit au président de la République, la veille de ses vœux aux armées, en accord avec le ministre de la Défense : « *Ce que les armées font aujourd'hui, elles ne seront plus capables de le faire dans deux ans si nous maintenons les déflations à leur rythme actuel et avec la cible de 34 000.* » Nous sommes heureux, avec le ministre, d'avoir été entendus. Il a annoncé lors de ses vœux que la trajectoire serait revue, me disant à la fin de son discours : « *J'ai été plus vite que prévu...* » Le conseil de défense du 21 janvier a confirmé la décision du Président, en diminuant le rythme et la cible des déflations.

Car même si toutes les hypothèses étaient envisagées par le Livre blanc, il n'était pas prévu que les trois armées soient mobilisées à ce niveau-là en cours de loi de programmation militaire (LPM). Nos armées sont en République centrafricaine, dans la bande sahélo-saharienne, au Levant, trois théâtres majeurs. Ce sont des théâtres de guerre. Nous sommes aujourd'hui au-delà des scénarios les plus contraignants, dont nous savions que le facteur difficile serait la durée. C'est pour cela que j'ai demandé qu'on desserre l'étau des effectifs et ce travail sera fait dans le cadre de l'actualisation de la LPM avant l'été.



Le général Pierre de Villiers a reçu la rédaction d'*Armées* d'aujourd'hui dans son bureau pour cet entretien exclusif.

©ECPAD

Ne sommes-nous pas engagés dans trop d'opérations à la fois ?

Non, beaucoup de ces opérations sont liées. Il faut avoir conscience du lien étroit qui existe entre la défense de l'avant, ce que nous faisons en opérations extérieures, et la protection de nos concitoyens sur le territoire national. En agissant au Sahel ou au Levant, en y combattant les groupes insurgés, nous luttons contre le développement de sanctuaires terroristes à partir desquels ils pourraient venir nous frapper. Le lien est fort entre sécurité intérieure et sécurité extérieure ; nous devons frapper l'adversaire avant qu'il ne vienne à nous.

Par ailleurs, si nous sommes leader dans la bande sahélo-saharienne, nous intervenons comme équipier dans une coalition au Levant. Dans ces combats, la coordination et le partage du fardeau sont importants. C'est pour cela que les relations internationales militaires sont primordiales et que je rencontre régulièrement mes homologues africains, européens et nord-américains sur ces sujets. Nos alliés et nos partenaires savent qu'ils peuvent compter sur nous.

« Le lien est fort entre sécurité intérieure et sécurité extérieure ; nous devons frapper l'adversaire avant qu'il ne vienne à nous. »

Les armées françaises vont donc se battre sur tous les fronts ?

Nos armées sont présentes sur l'ensemble de leurs missions : la dissuasion nucléaire, les missions permanentes de souveraineté, les opérations extérieures, la protection du territoire national. Elles se battent sur différents fronts et dans les trois milieux traditionnels, auxquels il faut désormais

ajouter le cyberspace. Nous consacrons des moyens importants à la cyberdéfense pour que la France reste à la pointe de ce combat, car la crédibilité de notre défense est également en jeu dans ce domaine.

Des missions nouvelles, des chantiers nouveaux, comment allez-vous concilier ce surcroît de charge avec la nécessaire transformation des armées ?

Je crois qu'il faut d'abord expliquer pourquoi nous nous transformons. La transformation n'a de sens que par le but qu'elle vise.

Pour l'indépendance de notre pays, il est nécessaire de concilier deux impératifs : la réduction de la dépense ■■■



©EVA/ARMÉE DE TERRE

Le général Pierre de Villiers était aux côtés des soldats de l'opération Barkhane les 24 et 25 décembre derniers.

■ ■ ■ publique et le maintien d'un outil de défense à même de faire face aux menaces d'un monde instable. Pour tenir compte de ces deux impératifs, un nouveau modèle d'armée et de nouveaux contrats opérationnels ont été fixés dans le Livre blanc. Ils sont ancrés dans une programmation budgétaire et capacitaire sur la période 2014-2019. Avec des moyens en diminution, nous avons dû lancer une profonde réforme pour maintenir un modèle d'armée complet, réactif et performant. Nous ne ferons pas mieux avec moins, mais il est possible de faire autrement. C'est l'objet du plan stratégique et du projet que j'ai baptisé « Cap 2020 ». Les

décisions du conseil de défense du 21 janvier vont donner la respiration nécessaire à ce projet, dont la feuille de route est l'ordre aux armées, directions et services.

Quelles sont les priorités fixées dans l'ordre aux armées, directions et services pour 2015-2017 ?

La première est de réussir nos opérations, de garantir notre performance opérationnelle. La deuxième est de réussir la manœuvre des ressources humaines en pensant autrement notre modèle RH. C'est un vrai défi et je suis très attaché à la réussite de cette manœuvre, car,



Cap 2020

Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2013 ainsi que la loi de programmation militaire 2014-2019 ont fixé un cadre qui structure le futur modèle des armées.

Dans ce cadre, le chef d'État-Major des armées (Cema), aidé par son État-Major, a défini le projet Cap 2020 pour construire ce nouveau modèle, donner du sens à l'action en fixant la direction, les priorités et le tempo. Cap 2020 est donc avant tout un projet commun, fort du projet de chaque armée, direction et service. L'ordre aux armées, directions et services (OADS) formalise la feuille de route du projet Cap 2020 pour chacune des armées, directions et services. Actualisé chaque année, il permet au Cema de préciser le cap et d'ajuster ses priorités à l'aune des évolutions du contexte international et national. En janvier, l'OADS 2015-2017 a été diffusé à l'ensemble des grands commandeurs des armées (chefs d'état-major de chaque armée), directions et services. Au sein de l'EMA, la « sous-chefferie performance », commandée par le vice-amiral d'escadre Éric Chaplet, est responsable du « pilotage des armées, directions et services ». Véritable tour de contrôle de l'EMA, la sous-chefferie performance assure donc la cohérence de la mise en œuvre du plan stratégique des armées et de l'OADS. Des techniques modernes de gouvernance associées à un état d'esprit combatif pour réussir « ensemble, autrement et au mieux » avec une seule finalité : le succès de nos engagements opérationnels !

Livre blanc 2013 Le contrat opérationnel

Loi de programmation militaire 2014-2019 Les ressources

« CAP 2020 »



Une vision stratégique



Mise en œuvre

derrière toute décision, il y a une femme ou un homme et sa famille. C'est une chose que j'ai en permanence en tête. La troisième est de capitaliser sur les bonnes pratiques en donnant du sens aux multiples réformes entreprises. Le moral des troupes est en jeu. Et, pour réussir, outre la pédagogie, nous avons besoin de nous appuyer sur ce qui nous rassemble : nos valeurs par exemple de courage, de cohésion, le sens du bien commun. C'est tous ensemble que nous pourrons réussir à construire l'armée de demain. J'ajoute que le contexte nouveau demande un effort sur les réserves. Il nous faut pour elles un vrai projet novateur.

Nous partageons cette conviction avec le ministre, et le Président nous a entendus puisqu'il en a parlé lors de ses vœux. Il faut que nous réfléchissions ensemble à un projet d'optimisation de l'utilisation des réserves dans le cadre de nos capacités actuelles.

Au-delà des structures et des hommes, il faut prendre en compte les moyens financiers. Cette transformation sous forte pression budgétaire est-elle risquée ?

Lors de mon audition au Parlement sur le projet de loi de finances 2015, j'ai tenu un discours de vérité en disant ■■■■

■ ■ ■ qu'il n'y avait « plus de gras » dans nos armées, s'il y en a jamais eu ! En tant que premier des militaires, il est de mon devoir de dire les choses sans minimiser les difficultés, sans dramatiser à l'excès non plus ! Mon discours reste le même quel que soit l'auditoire.

Je vous l'ai dit, la réduction des dépenses publiques est aussi une condition de notre indépendance. Mais la réalité de la menace a confirmé que l'on ne peut pas faire plus en matière de réductions sans remettre en cause nos capacités opérationnelles. Le chef des armées nous a entendus. Sur le plan des ressources, le Président a réaffirmé la sanctuarisation du budget de la Défense. Pour les armées, c'est essentiel. Les décisions du conseil de défense vont garantir le renouvellement de nos équipements prévu par la LPM, dès cette année. Si les objectifs budgétaires fixés par la LPM sont ainsi respectés, les risques sont maîtrisables. Nous travaillons à cela avec les chefs d'états-

majors d'armées avec lesquels nous formons une équipe extrêmement soudée. La transformation est un défi. Pour y faire face, notre force, c'est le collectif !

L'État-Major des armées a lancé en janvier le site interne « Transformons notre armée ». La logique de la transformation des armées n'est pas bien perçue ?

La transformation n'est pas toujours bien comprise, elle est même parfois anxiogène. Je me rends régulièrement sur le terrain, et je m'en rends compte. J'ai donc décidé la création de ce site pour que tous puissent connaître et comprendre la transformation. Il s'agit d'un outil pour tous, mais aussi pour le commandement de proximité. Sur le terrain, le chef joue un rôle primordial. Oui, il faut un discours de vérité, il ne faut rien cacher, mais il ne faut pas baisser les bras. Ensemble, il faut être convaincus, rester soudés, faire preuve de courage et de volonté,

SUIVEZ LA TRANSFORMATION SUR INTRADEF



RELIER

Liens utiles
Informations partagées
Armées, directions et services



EXPLIQUER

Synthèses
Réponses pédagogiques
Mots simples



ILLUSTRE

Actualités
Photos
Infographies



VALORISER

Civils et militaires
Leurs idées
Leurs actions



TRANSFORMONS NOTRE ARMÉE
Opérationnels, autrement

www.ema.defense.gouv.fr/transformation





©EVA/ARMÉE DE TERRE

Le 23 décembre dernier, le chef d'État-Major des armées a rencontré des hommes du GTIA Picardie qui patrouillaient à Bangui, la capitale centrafricaine, dans le cadre de l'opération Sangaris.

faire au mieux avec les moyens qui nous sont donnés. Le site « Transformons notre armée » contribue à diffuser cet état d'esprit.

Vous avez passé la période de Noël avec les soldats de l'opération Sangaris et de Barkhane. Sont-ils confiants ou inquiets de l'évolution des armées ?

Je rencontre régulièrement les soldats déployés en opérations. Je ne conçois pas autrement ma fonction de Cema. Les hommes et les femmes que je rencontre sont remarquables de courage et d'abnégation. Ils sont enthousiastes et leur moral est excellent. Ils montrent un grand sens du service et je peux vous dire que j'ai une grande admiration pour eux. Nous avons une belle jeunesse militaire ! L'engagement opérationnel est la raison d'être de nos armées. C'est pour cela que nous concentrons nos efforts sur les opérations, les soldats qui y sont engagés ont les moyens de leurs missions. Ces efforts pour les opérations sont assumés, même s'ils ont parfois pour conséquence moins de moyens en métropole. La vie en garnison s'en trouve affectée et le moral s'en

ressent parfois, mais tous ceux que je rencontre comprennent cette priorité aux opérations : c'est notre raison d'être.

C'est pourquoi, je veux redire que dans une période marquée par tant de bouleversements, les Français peuvent compter sur leurs armées. Elles sont craintes par nos adversaires, admirées par nos alliés : elles sont au rendez-vous ! Par nos engagements sur les théâtres d'opérations comme sur le territoire national, nous défendons notre pays. Je sais que toutes les femmes et les hommes de nos armées, directions et services s'engagent avec détermination dans les opérations les plus dures comme au sein de nos garnisons dans lesquelles nous devons mettre en œuvre une transformation difficile mais nécessaire. Je ne méconnais aucune des difficultés. Ne perdons jamais de vue qu'en ces temps difficiles, il nous appartient d'œuvrer ensemble, pour que ne soit jamais démentie la valeur opérationnelle de nos armées. C'est notre vocation, c'est notre ambition, c'est notre honneur pour le succès des armes de la France ! ■

Propos recueillis par la rédaction

Le SSA réinvente son modèle

En conformité avec les objectifs de la loi de programmation militaire 2014-2019, le Service de santé des armées (SSA) a entamé une mutation profonde. Chaîne de la médecine des forces, médecine hospitalière, ravitaillement, formation et recherche font partie des domaines modernisés et réorganisés.

Face à une évolution contraignante du monde de la santé et à l'instar de l'ensemble du ministère, le Service de santé des armées (SSA) doit aujourd'hui répondre à un engagement très soutenu malgré des ressources budgétaires comptées.

Alors, pour assurer son action, le service ne va pas simplement devoir évoluer, mais véritablement changer de modèle afin de trouver la bonne équation entre performance économique, médicale et opérationnelle. C'est l'enjeu du modèle SSA 2020 « Réussir demain », qui permettra d'aboutir

progressivement à la réduction de 2000 postes prévue par la loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019, de rééquilibrer des ressources de l'hôpital vers la médecine des forces, et de préserver des fonctions déjà rationalisées lors de la précédente LPM. Ainsi, tout en continuant à se concentrer sur le besoin des armées, le SSA va devenir un acteur à part entière de la santé publique.

L'un des grands défis de SSA 2020 concerne la modernisation de la chaîne de la médecine des forces, dite du premier recours. Elle proposera une offre élargie pour le



©DIASS-FFEAU

parcours de soins des militaires et verra naître des centres médicaux des armées de nouvelle génération (CMA NG). Moins nombreux qu'actuellement (21 au lieu de 54), mais de plus grande taille, ils auront un périmètre d'action plus étendu : on comptera environ 180 antennes médicales pour les 21 CMA NG. Recentrés sur leurs missions opérationnelles, ils donneront aussi la priorité aux activités de médecine générale et à la pratique des soins dans des domaines d'intérêt majeur pour les armées : prise en charge des urgences, prévention des risques sanitaires, etc. Le modèle de CMA NG fera l'objet d'une mise en place progressive sur deux sites pour commencer, à Strasbourg et Orléans. Des recommandations sont attendues pour 2015.

Meilleure adaptation aux besoins

De son côté, la médecine hospitalière sera réorganisée pour répondre au mieux au besoin opérationnel et s'appuiera sur une contribution différenciée des hôpitaux d'instruction militaire (HIA).

Ainsi, deux plates-formes vont s'organiser, l'une en Île-de-France (HIA Bégin à Saint-Mandé et Percy à Clamart), l'autre en Provence-Alpes-Côte d'Azur (HIA Sainte-Anne à Toulon et Laveran à Marseille). Parallèlement, les quatre hôpitaux situés en dehors de ces plates-formes (HIA Desgnettes à Lyon, Legouest à Metz, Robert-Picqué près de Bordeaux et Clermont-Tonnerre à Brest) contribueront principalement à la relève des équipes médicales projetées en opération et au suivi au long cours des blessés. Ils offriront par ailleurs

Ci-contre et ci-dessous : personnel médical en exercice aux Émirats arabes unis en 2014. L'un des grands défis du SSA concerne la modernisation de la chaîne de la médecine des forces.

En haut : tests à l'Institut de recherche biomédicale des armées. La réorganisation du domaine de la recherche sera finalisée cette année.



©DIASSFFEAU



©DICO

un recours hospitalier militaire régional de proximité là où sont stationnées les forces. Ils auront également pour objectif de créer des coopérations avec le service public de santé, en bénéficiant notamment des flux de patients ou en mutualisant des compétences de pointe.

La formation, quant à elle, sera concentrée sur deux établissements : l'École du Val-de-Grâce à Paris et l'École de santé des armées à Bron, qui accueillera l'École du personnel paramédical des armées de Toulon à partir de 2016. Dotées d'outils modernisés, ces entités renforceront leurs synergies avec la recherche. Par ailleurs, ce dispositif s'appuiera sur trois centres de préparation milieu (c'est-à-dire dédiés aux spécialités aéronautiques, navales et terrestres) et d'enseignement par simulation de la médecine opérationnelle.

La recherche restructurée

En matière de ravitaillement sanitaire, la démarche de modernisation du stockage et de la maintenance des matériels engagée en 2008 se poursuit avec pour objectif d'offrir des flux efficaces d'approvisionnement en équipements et en produits de santé.

Enfin, le domaine de la recherche s'adapte également. En 2015, sa réorganisation sera finalisée. Pour rappel, en 2009, les quatre établissements de recherche du SSA avaient fusionné au sein de l'Irba (Institut de recherche biomédicale des armées) sur le site de Brétigny-sur-Orge. De cette manière, l'institut pourra rester concentré sur sa mission au profit des armées et développer, dans un avenir proche, des partenariats forts avec des structures civiles en France, comme à l'étranger (Institut Pasteur, Institut national de la santé et de la recherche médicale...).

À travers l'ensemble de ces changements, c'est un modèle ambitieux et novateur qui se dessine. Un projet mené tambour battant : les premières feuilles de route déclinant le modèle ont été mises en place dès janvier.

Samantha Lille

Supply Chain

un projet logistique ambitieux

La gestion des stocks, des flux, et des modes d'entreposage sont les secteurs de la chaîne d'approvisionnement qui seront améliorés afin de permettre une meilleure disponibilité des ressources et une diminution des coûts.

Depuis 2013, un important chantier anime l'État-Major des armées. Son nom : projet Supply Chain. Derrière cet anglicisme se trouve en réalité une équipe d'une soixantaine de représentants des armées, directions et services de soutien, coordonnée par une petite cellule de l'EMA, assistée par le cabinet Ernst and Young et chargée, sous la direction du général Richard Bienfait, de proposer un modèle plus efficient de chaîne logistique afin de garantir un meilleur maintien en condition opérationnelle des équipements : « ensemble, autrement, au mieux ».

Dans un contexte d'engagement important sur les théâtres d'opérations et de contraintes budgétaires fortes, ce projet vise concrètement à optimiser la gestion de ressources de plus en plus comptées pour améliorer globalement la disponibilité des matériels et des équipements, partout où les forces armées sont engagées.

Aujourd'hui, on estime environ à deux mois, à partir d'un théâtre d'opérations, le délai nécessaire pour la dépose et l'acheminement pour mise en réparation d'un rechange en mauvais état. Si les délais nécessaires aux interventions techniques réalisées par les industriels sont souvent incompressibles, ce n'est en revanche pas le cas pour les phases d'acheminement, d'entreposage et de transit qui restent souvent de la responsabilité des armées. C'est précisément ces étapes que le projet Supply Chain compte améliorer. « Nous nous inspirons des bonnes pratiques mises en

œuvre au sein des activités industrielles et commerciales du secteur privé qui, une fois adaptées aux armées, pourraient offrir une meilleure disponibilité de la ressource, tout en réduisant les coûts de la logistique », explique le colonel Xavier Dibon, responsable de la conduite du projet à l'EMA. Réduire les délais, vendre l'inutile, mieux gérer les stocks, acheter mieux, tels sont les quatre objectifs assignés au projet.

Un travail au long cours

Depuis plus d'un an, l'analyse fonctionnelle menée par l'équipe projet a ainsi permis d'identifier des possibilités d'amélioration dans la disponibilité des parcs, dans



©EMA/DICOD

l'optimisation des stocks tant dans le flux des rechanges que dans leurs modes d'entreposage. « *La mise en œuvre de ce projet est prévue sur plusieurs années, car c'est un important travail que nous menons et nous ne voulons pas entraver les opérations en cours en imposant des changements trop rapides qui pourraient nuire au soutien et à l'efficacité de nos forces* », explique le lieutenant-colonel Gauthier, le spécialiste supply chain de l'EMA. *Néanmoins, des premières mesures concrètes ont d'ores et déjà été identifiées et seront mises en place dès cette année.* »

Logistique de milieu plutôt que d'armée

Dans ce cadre, des sites communs d'entreposage regrouperont bientôt les pièces de rechange les plus critiques pour les aéronefs communs aux trois armées. « *La logique de milieu est renforcée par rapport à celle d'armée et c'est bien là le sens global du projet* », précise le lieutenant-colonel Gauthier.

D'autres mesures concrètes, basées sur l'analyse très fine des demandes et des besoins, devraient être testées lors du premier semestre de cette année. Ainsi, dans la région Nord-Est, une expérimentation menée sur le fret routier



©EMADICOD



devrait permettre des gains de productivité conséquents dans l'acheminement des ressources logistiques. « *Pour réussir ce défi de la logistique, nous devons nous appuyer sur deux leviers : les ressources humaines et les systèmes d'information*, précise le colonel Dibon. *L'idée est bien de créer des filières d'excellence et de se doter de cadres, civils et militaires, formés au métier de supply chain manager, qui assureraient le pilotage de toute la chaîne.* »

La mise en œuvre de ces mesures s'étalera sur plusieurs années, mais les premiers résultats sont attendus dès 2015. Le projet Supply Chain, mené actuellement par la Défense, est un projet d'excellence opérationnelle et pourrait ainsi constituer pour les autres ministères un exemple concret de transformation et de modernisation. ■

P.H.

Ci-contre : Bagram, plate-forme logistique des forces françaises en Afghanistan. Le projet Supply Chain vise notamment à réduire les phases d'acheminement, d'entreposage et de transit.

Ci-dessus : rapatriement de matériel par Antonov depuis l'aéroport de Kaboul.

Programmes d'armement

L'année 2014 s'est achevée avec une série d'annonces, de notifications et de réceptions de programmes d'armement. Cet effort financier, à l'heure où s'imposent aux services publics de fortes contraintes budgétaires, va contribuer à maintenir notre outil de Défense à un haut niveau technique et opérationnel.

SCORPION

Le 5 décembre, Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a annoncé le lancement du **programme Scorpion** dont le premier marché a été notifié par la Direction générale de l'armement (DGA) aux industriels Nexter, Renault Trucks Défense et Thales. Ce marché permettra la réalisation de près de 2 000 engins blindés de deux types : le **Griffon**, véhicule blindé multirôles, et le **Jaguar**, engin blindé de reconnaissance et de combat. Il s'agit des deux premières opérations du programme (qui en comprend six au total). Scorpion permettra à l'armée de Terre de moderniser, à partir de 2018, ses groupements tactiques interarmes. Conformément à la loi de programmation militaire, la livraison des premiers Griffon est prévue en 2018, celle des premiers Jaguar à compter de 2020.



©THALES RAYTHEON SYSTEMS

SCCOA

La DGA a notifié, le 8 décembre, l'acquisition et le soutien initial de douze radars fixes et de quatre radars mobiles à la société Thales Raytheon Systems. Ce marché fait partie du **programme Système de commandement et de conduite des opérations aérospatiales (SCCOA)** chargé d'assurer le maintien et le renouvellement des capacités de surveillance militaire aérienne et spatiale, du contrôle des vols militaires, du commandement et de la conduite des opérations aériennes. Les 12 radars fixes (**GM 403**) permettront de compléter la couverture radar métropolitaine, avec de nouvelles capacités de positionnement des aéronefs en trois dimensions et de renouveler des radars très anciens. Par ailleurs, la composante radar mobile, dédiée au renforcement ponctuel de la couverture radar (sur le territoire national ou des théâtres d'opérations extérieures), est également concernée avec l'acquisition de 4 systèmes radars **GM 200**, première étape du renouvellement des radars actuellement en dotation.

©NEXTER - RENAULT TRUCK DÉFENSE - THALES



Les perspectives

MRTT PHOENIX

Le 8 décembre, la DGA a notifié à Airbus Defence and Space un contrat pour l'acquisition de **12 avions multirôles de ravitaillement en vol et de transport (A330-MRTT)**. Le contrat couvre également l'acquisition des systèmes de soutien et de formation associés (rechanges, outillages, outils de simulation...) et des premières années de soutien et de formation. Conformément à la loi de programmation militaire, la livraison du premier appareil est prévue en 2018, celle du second en 2019. Les livraisons se poursuivront ensuite au rythme de un à deux appareils par an. Ce contrat traduit la volonté de modernisation de la composante aéroportée de la dissuasion et permet d'assurer sur le long terme les capacités de ravitaillement en vol, de transport à longue distance et d'évacuation sanitaire.



©ARMÉE DE L'AIR

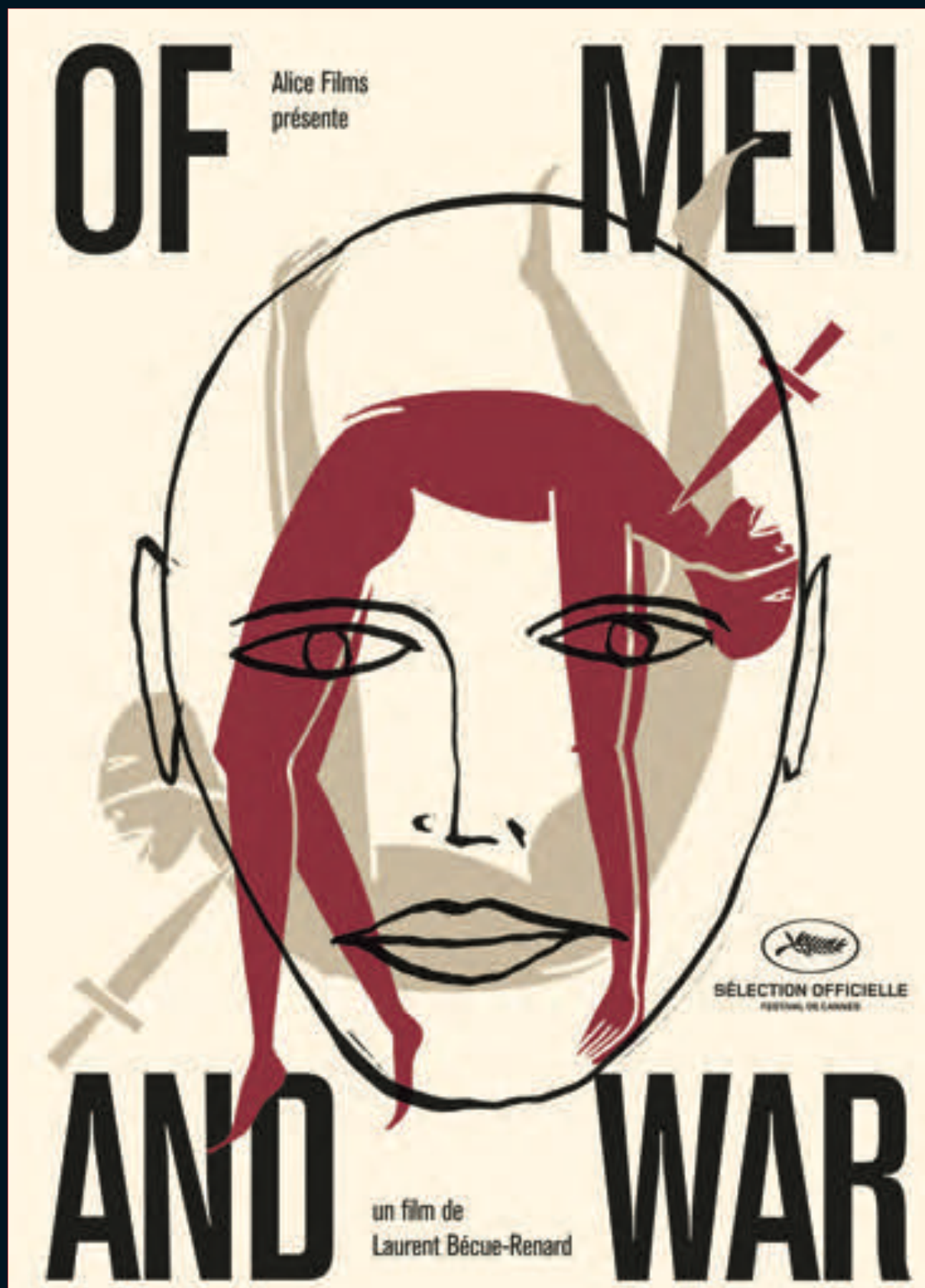


©ARMÉE DE L'AIR

A400M ATLAS

La DGA a réceptionné, le 12 décembre, le sixième exemplaire de série de l'avion de transport militaire **A400M Atlas** destiné à l'armée de l'Air et produit par Airbus Defence and Space. Il a été livré sur la base aérienne d'Orléans le 18 décembre. Deux premiers appareils avaient déjà été livrés à la France en 2013, et quatre supplémentaires ont été fournis en 2014. Huit jours plus tôt était signé le premier contrat commun de maintien en condition opérationnelle (MCO) de ces avions. Ce contrat couvre le MCO des Atlas français et britanniques et inclut la mise en place d'un stock partagé de pièces de rechanges et des services d'ingénierie de maintenance au profit des deux armées. Il prendra, en février 2015, la suite du premier contrat de MCO des Atlas français, contrat purement national signé en 2013 en vue de la mise en services des premiers appareils.

Source : État-Major des armées et Direction générale de l'armement



Les blessures invisibles crèvent l'écran

Pendant cinq ans, Laurent Bécue-Renard a suivi des militaires américains revenus d'Irak et d'Afghanistan et souffrant du syndrome de stress post-traumatique. Le documentaire *Of Men and War*, présenté à Cannes, s'attache à douze vétérans qui, en famille et au sein de thérapies, poursuivent une lente reconstruction.

Ils ont une trentaine d'années et s'appellent Trevor, Steeve ou Kacey. Pour la douzaine de soldats américains « vétérans » revenus d'Irak ou d'Afghanistan et filmés par Laurent Bécue-Renard, le combat ne fait pourtant que commencer. Leur corps est intact, mais leur esprit ressemble à un champ de bataille. La destruction est interne, invisible, intime. Ils souffrent de ce que l'on appelle le syndrome de stress post-traumatique. Comme eux, un tiers des 2,6 millions de vétérans des récentes guerres d'Irak et d'Afghanistan sont victimes de ce syndrome selon les estimations du Pentagone.

Pendant cinq ans, le réalisateur français a suivi dans leur intimité ces jeunes soldats de retour du front. Dans son émouvant documentaire *Of Men and War*, on assiste à leurs tentatives et leur laborieux cheminement pour se reconstruire, retrouver une vie normale. Une leçon de vie, de courage et d'humilité pour tous les militaires et leurs familles, mais aussi, plus largement, pour la communauté civile.

De 2008 à 2013, Laurent Bécue-Renard a filmé toutes les étapes de la thérapie de ces jeunes militaires.

« Pour ces armoires à glace remplies de verre brisé, le traumatisme est difficilement avouable, confie le réalisateur. Ils sont là parce qu'ils sont en colère, parce qu'ils ont la rage, parce que leur famille a craqué, les femmes et les enfants sur qui l'on passe ses nerfs... »

En plus des séquences auprès de leurs proches, le film a principalement été tourné au sein du Pathway Home, un centre de prise en charge indépendant, spécialisé dans l'accueil de soldats traumatisés par leur expérience de la guerre. Créé en 2008 en Californie par le thérapeute Fred Gusman, un ancien du Vietnam, ce foyer permet aux soldats d'exprimer ce qu'ils ont fait, vu ou subi pendant leurs missions, et de comprendre comment cette expérience a façonné ce qu'ils sont devenus, pour enfin pouvoir se reconstruire, revenir à la vie.

À l'écoute, en immersion

Afin d'établir la confiance avec les patients et l'équipe thérapeutique de l'établissement, le cinéaste y a d'abord passé cinq mois en immersion, sans caméra. Après cette période d'observation, il a pu filmer sans restriction pendant neuf

mois tous les aspects de la vie des résidents, y compris leurs intenses séances de thérapie de groupe. « Pour ces hommes et ces femmes, il est très difficile de trouver les mots qui expriment vraiment ce qu'ils ont ressenti, explique Laurent Bécue-Renard. Il y a en eux une béance, quelque chose qui ne peut pas être nommé. On s'approche malgré tout du contour de ce qu'on ne peut pas dire. Plus ce contour se dessine, plus cette béance est perceptible et compréhensible pour le spectateur. » Sur une masse de 500 heures de rushes, le réalisateur construit un récit puissant et universel sur l'après-guerre et ses conséquences, sur cette colère qui se transporte du front à la maison, qui se propage sur les proches, et se transmet d'une génération à l'autre.

Ce documentaire est aussi l'histoire de son auteur. Petit-fils d'anciens combattants, Laurent Bécue-Renard, à travers ses films, est en quête de ce qu'il n'a pas connu : l'histoire de ses deux grands-pères disparus avant sa naissance, sans jamais avoir ■■■



C. COTTAGNOUD©ALICE FILMS



©ALICE FILMS

Ci-contre :
La famille du vétéran se retrouve le plus souvent spectatrice impuissante de la douleur de ce proche qu'elle ne reconnaît plus.

Ci-dessous :
au sein du Pathway Home, centre thérapeutique fondé par un ancien du Vietnam, la reconstruction passe par la prise de parole et l'échange.

■■■ raconté ou transmis leur expérience de la Grande Guerre. « *Of Men and War* répond à cette préoccupation. Le film ne parle pas des guerres, mais de la guerre en général. Le récit de ces soldats est fondamental pour eux-mêmes, mais aussi plus largement pour la communauté militaire et civile. C'est une histoire dans laquelle chacun peut se retrouver. »

Tous enfants de la guerre

Le documentaire est le deuxième volet d'une trilogie intitulée *Une généalogie de la colère*. Dix ans plus tôt, dans son premier film, *De guerre lasses*, l'auteur se penchait sur les blessures invisibles des veuves de jeunes soldats bosniaques. « *Le troisième volet parlera de vous, de nous tous, qui sommes nés ou avons grandi dans la deuxième moitié du xx^e siècle. À des degrés divers, nous sommes tous des enfants de la guerre, le plus souvent inconsciemment. Celle-ci imprègne et affecte le psychisme des individus et de la nation entière. C'est ce que montrent mes films. À chaque fois que les enfants sont à l'écran, il s'agit d'un portrait de nous, même avec un décalage d'une ou deux générations.* » Sélectionné au Festival de Cannes en 2014, le film, projeté depuis le 22 octobre dans les salles françaises, rencontre un fort écho, en particulier auprès de la communauté militaire. Association nationale des femmes



©ALICE FILMS

de militaires, cellules d'aide aux blessés, attachés de défense, délégués militaires départementaux, simples soldats... beaucoup ont témoigné de leur émotion ou de leur propre expérience. « *Lors d'une projection rencontre à Mâcon, témoigne Laurent Bécue-Renard, un jeune soldat a pris la parole : "Ce film, c'est moi". Après son intervention, il y a eu un grand silence. Les gens dans la salle étaient extrêmement surpris d'entendre des jeunes d'ici dire dans notre langue : "J'ai vécu la même chose. Depuis que je suis rentré, je ne me retrouve pas..." C'était très émouvant parce qu'on avait la sensation, d'un seul coup, que le soldat de l'écran l'avait crevé et était descendu dans la salle. J'ai trouvé ça assez bouleversant.* » ■

Éléonore Krempff

Les séances et débats à venir

Lundi 23 février - Cinéma Le Bretagne, Saint-Renan (29)

Mardi 24 février - Cinéma Le Club, Douarnenez (29)

Mercredi 25 février - Cinéma Quai des Images, Loudéac (22)

Jeudi 26 février - Cinéma La Salamandre, Morlaix (29)

Vendredi 27 février - Cinéma le Club, Saint-Brieuc (22)

Mardi 3 mars - Institut Jean Vigo, Perpignan (66)

Plus d'infos sur
www.deshommesetdelaguerre.com

Vacances d'été

C'est parti !

Augmentation
0%
en 2015



**Réservez dès
aujourd'hui !**

**Paiement
plusieurs fois
sans frais**

Disponibles en ligne sur **www.igesa.fr**



Bataille de Grandson - 2 mars 1476 (Chroniques de Berne de Diebold Schilling - 1483)

Cette bataille opposa l'armée du duc de Bourgogne Charles le Téméraire à l'armée suisse composée de 18 000 fantassins équipés de piques, à Grandson, le 2 mars 1476. Au cours de ce combat, 1 000 Bourguignons furent tués, tandis que 200 Suisses perdirent la vie. À son issue, l'armée suisse victorieuse s'empara d'un butin considérable.

Ancien Régime

Des Suisses au service de la France

De la bataille de Marignan à la chute de Louis XVI, un million de fantassins suisses furent enrôlés dans les armées du roi de France, dans le cadre de conventions signées entre les deux pays. Passées maîtres dans l'art de la pique, ces unités d'élite s'illustrèrent lors de nombreuses batailles...

C'est au ^{xiv}^e siècle, lors du conflit qui opposa les premiers cantons formant la Confédération suisse au Saint Empire romain germanique, que les Suisses développèrent un art de la guerre spécifique. Paysans pauvres pour la plupart, ne pouvant se doter de l'équipement du chevalier, ils ont été amenés à développer des techniques de combat à pied, principalement fondées sur l'usage de la pique. Ils n'étaient cependant pas les inventeurs de cette arme : avant eux, les Flamands ou les Écossais avaient pu prendre la mesure de son efficacité, particulièrement face à la cavalerie.

Meilleure infanterie occidentale

Mais les Suisses perfectionnèrent les formations de piquiers en les dotant d'une forte mobilité tactique. La réputation militaire des cantons fut établie lors des victoires qu'ils remportèrent sur les impériaux aux batailles de Morgarten (1315), Laupen (1339) et Sempach (1386).

À la fin du Moyen Âge, dans les années 1470, à Grandson, Morat, puis Nancy, les Suisses vainquirent le duc de Bourgogne Charles le Téméraire dont l'armée était alors considérée, à plus ou moins juste titre, comme une des plus modernes d'Europe. Ce sont les guerres de Bourgogne qui consacrèrent les fantassins suisses comme étant la meilleure infanterie occidentale.

La pique fut, avec le feu, l'élément déterminant de la mutation de la guerre au ^{xvi}^e siècle, et les succès militaires suisses jouèrent un rôle essentiel dans la diffusion de cette arme. L'historien Hans Delbrück considérait que les soldats des cantons étaient les ancêtres de toutes les infanteries européennes.

Les premiers cantons étaient à la fois pauvres et surpeuplés. Eu égard à ce savoir-faire militaire largement répandu dans la population, son exportation par le mercenariat représentait le moyen privilégié d'échapper à des conditions de

vie difficiles. Au début du ^{xvi}^e siècle afflue en Suisse de nombreux enrôleurs français, allemands ou italiens, ce qui a entraîné un phénomène d'émigration d'une telle ampleur que les autorités des cantons, au nom du principe qui consiste à contrôler ce qu'on ne peut empêcher, s'employèrent à canaliser le mouvement. Le plus sûr moyen consistait à établir un système de traités avec les États demandeurs au premier rang desquels figurait la France. Au lendemain de la bataille de Marignan, la Confédération suisse signa avec François I^{er}, le 29 novembre 1516 à

Fribourg, une « paix perpétuelle » qui a servi de base à toutes les autres conventions établies entre la France et la Suisse. Ce pacte fut augmenté en 1521 par un traité d'alliance réciproque. Les enrôlements isolés tendirent à disparaître et les bandes ou régiments furent levés régulièrement avec le consentement des autorités helvétiques.

Traités d'alliance d'État à État

La nature des conventions entre le roi de France et les cantons n'était pas réductible à un contrat entre un fournisseur de mercenaires et son employeur : il s'agissait de véritables traités d'alliance d'État à État, dont le plus ancien datait de 1453, sous le règne de Charles VII. Au cours du Moyen Âge et au début des Temps modernes, la France avait recruté de nombreux mercenaires étrangers

« Quels sont ces murs de briques que l'artillerie ne peut entamer ? » demanda le roi de Prusse. On lui répondit : « Sire, ce sont les Suisses. »

– Écossais, Irlandais et Allemands –, mais seuls les Suisses avaient acquis un statut d'alliés. Ces accords stipulaient que les cantons devaient fournir des troupes au roi de France et que, en échange, celui-ci s'engageait à se porter à leur secours si le pays était menacé : « *dès que les cantons auront guerre contre quelqu'un de leurs ennemis, précise le traité de Lucerne (1484), le roi sera obligé de la lui déclarer.* » Les détails concernant l'organisation des troupes étaient précisés dans les capitulations, documents de nature contractuelle par lesquels un ■■■■

■ ■ ■ capitaine ou un colonel s'engageait à fournir une unité (compagnie ou régiment) conforme à l'effectif précisé dans le traité. Les Suisses mettaient donc à la disposition du royaume des entités militaires constituées. Outre l'assistance militaire, la France offrait aux ressortissants helvétiques de nombreux avantages commerciaux et fiscaux. Ainsi, les Suisses domiciliés en France étaient dispensés de tout impôt, et leurs marchandises affranchies de droits de douane.

Des troupes permanentes

Les régiments suisses disposaient d'une autonomie complète en matière de discipline : ils rendaient leur propre justice et les conseils de guerre étaient composés de magistrats helvétiques dont aucune autre autorité, même le roi, ne pouvait casser les jugements. Dans le domaine religieux, les soldats bénéficiaient d'une entière liberté de culte. Les colonels étaient propriétaires de leurs régiments, mais en étaient responsables devant les autorités des cantons. Jusqu'à la fin du ^{xvii}^e siècle, les troupes étaient levées soit pour la durée d'une campagne, soit pour quatre ans. Elles devinrent progressivement permanentes. Cet éloignement n'allait pas sans problèmes, et c'est en constatant les diverses manifestations

du mal du pays qu'un médecin suisse, Johann Jacob Harder, créa en 1678 le terme de « nostalgie ». On estime à près d'un million le nombre de soldats suisses qui servirent la France entre la Renaissance et la Révolution.

Les Suisses représentèrent dans les armées de l'Ancien Régime la part la plus importante des troupes étrangères. Il y eut douze régiments permanents et « avoués », c'est-à-dire levés par les cantons. Un seul était « non avoué », celui de Hallwyl¹, régiment colonial créé en 1719. Le premier des régiments suisses « au service de France », celui des gardes suisses, servit de modèle pour les suivants. L'ensemble du contingent helvétique était placé sous les ordres d'un colonel général des Suisses et Grisons, charge permanente depuis 1571 et occupée par un prince français. En fait, cette charge ne correspondait pas à un commandement militaire mais à une fonction d'intermédiaire entre les Suisses et la Cour. Ces régiments constituaient des unités d'élite qui s'illustrèrent dans de nombreuses batailles comme celle de Neerwinden, en 1693, ou de Fontenoy en 1745. À la bataille de Rossbach, en 1757, la plus humiliante des défaites françaises du ^{xviii}^e siècle, face à l'armée prussienne commandée par Frédéric II,

les Suisses furent les seuls à faire bonne figure. En témoigne l'échange célèbre au cours duquel le roi de Prusse demanda à ses généraux : « *Quels sont ces murs de briques² que l'artillerie ne peut entamer ?* ». On lui répondit : « *Sire, ce sont les Suisses.* » Le dernier événement qui marqua le courage et le dévouement des mercenaires suisses au service de la France se déroula le 10 août 1792, lors de la prise du palais des Tuileries, défendu par le régiment des gardes suisses. À la fin de la journée, on dénombra dans cette unité plus de 500 morts. Les survivants furent massacrés en prison. Sitôt la nouvelle connue dans les cantons, la Diète ordonna le rappel des autres régiments qui furent licenciés. Malgré cela, une partie des soldats s'engagea dans les troupes françaises et il y eut encore des recrutements sous l'Empire et la Restauration. Il fallut attendre 1848 pour que la constitution fédérale interdise définitivement les capitulations.

Thierry Widemann,
chargé de recherches au Service
historique de la Défense

1- Originellement appelé régiment de Karrer, il a servi en Louisiane, Martinique, à Saint-Domingue et en Guyane. La spécificité de son statut vient du fait que les capitulations interdisaient d'employer les Suisses sur mer et outre-mer.

2- Les troupes suisses étaient habillées de rouge.

La prise du palais des Tuileries, cour du Carrousel, 10 août 1792. Cette huile de Jacques Bertaux réalisée en 1793 représente le combat opposant, pendant la Révolution française, les sections parisiennes et les fédérés aux gardes suisses, vêtus d'uniformes rouges, héroïques défenseurs de la monarchie.



©THE PICTURE DESK

Contribuez à la mission de contre-ingérence...

Notre mission est d'identifier les vulnérabilités et de détecter les menaces qui pèsent sur la sphère défense (armées et industries) pour protéger le personnel, les informations, les matériels et les installations sensibles.

Devenez inspecteur de sécurité de la défense.....

Exercez un métier de terrain et de contact avec des responsabilités variées: recherchez et recueillez le renseignement intéressant la défense, conseillez le commandement et les industriels de défense en matière de protection et de sécurité...

Votre profil nous intéresse...

Vous devez posséder une solide culture de défense et une parfaite connaissance de l'institution militaire. La DPSD recrute sur concours parmi les sous-officiers des trois armées titulaires du BSTAT, du BS ou niveau équivalent.

De nombreuses opportunités s'offrent à vous...

Recevez une formation adaptée à votre emploi et inscrite dans un parcours professionnel. Optez pour la mobilité avec des affectations en France, en outre-mer, ou à l'étranger, et des déploiements en OPEX. A terme, devenez officier recherche ou chef de poste.

Contactez-nous...

En fonction de votre armée d'appartenance, les périodes de dépôt de dossier sont de janvier à mai. Veillez à respecter les échéances fixées.

Renseignez-vous sur les sites Intranet ou Internet de la DPSD, auprès de l'entité PSD la plus proche, ou en écrivant à serviraladpsd@laposte.net



RENSEIGNER POUR PROTEGER



LA DPSD RECRUTE DES INSPECTEURS !



Intradeff : <http://www.dpsd.defense.gouv.fr/>

Motos et Side-cars de la seconde guerre mondiale

10€



45 photographies inédites
46 pages
Format 21x21cm



Disponible sur www.boutique.ecpad.fr - Renseignements au 01.49.60.59.88



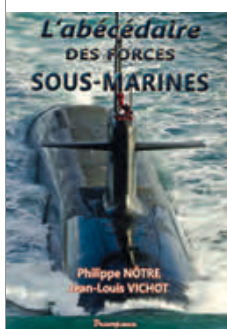
L'INDUSTRIE FRANÇAISE DE DÉFENSE

L'industrie de défense regroupe en France un nombre important d'entreprises, de centres de maintenance ou de recherche qui conçoivent, produisent et entretiennent des systèmes d'armes. Ce secteur est peu étudié par la recherche académique, alors que son organisation est complexe et que son poids dans l'économie française est loin d'être marginal. Cet ouvrage, en ce sens, forme une synthèse novatrice, dressant un état des lieux des singularités et des mutations de cette industrie à la fois continuellement portée par les innovations technologiques, et toujours très liée aux choix politiques et aux décisions diplomatiques de l'État. Une approche précise et documentée, rédigée par l'économiste Claude Serfati, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales.

Claude Serfati, éd.
La Documentation française, 232 p., 19,90 €

L'ABÉCÉDAIRE DES FORCES SOUS-MARINES

Les sous-marins, ou « bateaux noirs » comme on les appelle parfois, sont des microcosmes peu connus du grand public, non seulement parce que leur taille n'autoriserait aucun tourisme de masse, mais surtout parce que la plupart d'entre eux disposent de technologies hautement sécurisées. Et, comme tous les milieux fermés, le monde des sous-marins possède son propre vocabulaire, souvent technique, parfois poétique ou décalé. Cet abécédaire recense les principaux sigles et les expressions les plus couramment utilisés sur ces bateaux où l'on parle souvent, mais de façon surprenante, d'« assiette », de « cocotte », de « bannette », de « bidet » et de « baignoire ». Amateurs de mots, bonne chasse !



Philippe Nôtre, Jean-Louis Vichot, éd. Decoopman, 280 p., 29 €



PORTÉS DISPARUS, Claude Raoul-Duval, Philippe Béraud, Destins croisés, 1940-1943

Le 17 avril 1943, un Messerschmitt 109 abat deux Spitfire du groupe de chasse Alsace, le premier au nord de Pont-Audemer à 18 h 40, le second au sud d'Étretat, deux minutes plus tard. Les deux pilotes sont portés disparus par la Royal Air Force. Le premier, dont la dépouille sera retrouvée cinq ans plus tard, s'appelait Philippe Béraud. Le second, Claude Raoul-Duval, surviva miraculeusement et parviendra à rallier Londres six mois plus tard. Il est aujourd'hui l'un des dix-huit derniers Compagnons de la Libération. Cet ouvrage est le récit croisé de ces deux destins, à la fois cruellement opposés et cependant unis par la fraternité d'un même engagement. Un témoignage poignant publié avec le concours de la Fondation de la France libre.

Patrick Collet, éd. Heimdal, 224 p., 36 €

1944, LES FFI DEVIENNENT SOLDATS L'amalgame : de la Résistance à l'armée régulière



Après le débarquement allié en Provence, le 15 août 1944, le général de Latre de Tassigny deviendra le principal artisan de ce qui fut appelé à l'époque « l'amalgame » : l'incorporation des résistants des Forces françaises de l'intérieur dans les unités régulières de l'armée française venue d'Afrique. S'appuyant sur des archives peu exploitées de l'état-major général de la Défense nationale, cet ouvrage dévoile différents épisodes méconnus de cet « amalgame », souvent complexe, parfois confus, mais au terme duquel fut mise sur pied une armée française victorieuse de Marseille à Berchtesgaden. Une synthèse détaillée et novatrice sur cette page de la Libération.

Philibert de Loisy, éd. Histoire et Collections, 292 p., 22 €

DVD - LE SOLDAT MÉCONNU, Le dernier tué de 14/18

Le 11 novembre 1918, le 415^e régiment d'infanterie tient sa position non loin de Sedan. Privé un temps de communication avec l'arrière, le régiment n'apprend qu'au dernier moment l'imminence de l'armistice. L'agent de liaison Augustin Trébuchon doit porter la nouvelle aux avant-postes. À 11 heures, alors que les clairons s'apprêtent à sonner l'arrêt des combats, il est abattu par un tireur embusqué. Augustin Trébuchon est le dernier tué français de la Première Guerre mondiale. À partir de son histoire, ce document retrace toutes les étapes qui permirent la conclusion de l'armistice, mêlant images d'archives et séquences d'animations en noir et blanc. Un film pédagogique et bien construit, qui relie efficacement le récit de la fin de la guerre au destin tragique d'un soldat méconnu.



Réalisé par Jérémie Malavoy, coproduction ECPAD/artisans du film, 52 minutes, 14,99 €
www.boutique.ecpad.fr



Optique, audioprothèse Le bon professionnel de santé, au bon endroit, au meilleur prix

Unéo, la mutuelle santé des forces armées, vous donne accès au 1^{er} réseau de soins

**Mutuelle
Référéncée
Ministère
De la Défense**

Militaire en activité, en reconversion, réserviste, retraité, seul ou en famille, en France et à l'étranger... Mutuelle créée par et pour les militaires, Unéo s'engage pour vous faciliter l'accès à des soins de qualité. En choisissant Santéclair, Unéo met gratuitement à disposition de ses adhérents, un réseau d'opticiens et d'audioprothésistes dont les tarifs sont négociés et encadrés pour garantir un prix juste et limiter le reste à charge. Tous pratiquent le tiers payant évitant ainsi aux adhérents d'avancer les frais pris en charge par Unéo. Un service de géolocalisation permet à chacun de trouver facilement le praticien le plus proche de chez lui.



LA DÉFENSE DE VOTRE SANTÉ



Pour nous contacter : 0970 809 709* - www.groupe-uneo.fr

MON ÉPARGNE ?

**BIEN TROP CAPITALE
POUR LA CONFIER
AU HASARD.**

**ASSURANCE-VIE
Plan ÉPARMIL**

3,05 % Taux de rendement net 2014**

Contactez votre conseiller

32 22*

agpm.fr

Je confie mon assurance-vie
à **UN GROUPE D'ASSURANCE
MUTUALISTE ET D'ÉTHIQUE
MILITAIRE.**



LA SOLIDARITÉ EST DANS NOS GÈNES

ASSURANCE, ÉPARGNE, SANTÉ, PRÉVOYANCE



AGPM Vie - Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes régie par le Code des assurances - SIRET 330 220 419 00015 APE 6511Z Rue Nicolas Appert 83086 TOULON CEDEX 9
Téléphone 32 22* - Télécopie 04 94 20 25 93 - Internet www.agpm.fr - *32 22 depuis la France métropolitaine (appel gratuit depuis un poste fixe) et + 33 4 94 61 57 57 depuis l'étranger (Drom, Pom inclus)

** Avant prélèvement des contributions sociales.